



LES CANTONS SUISSES ET LE VALAIS

AVANT-PROPOS

LORS de sa fondation, notre société avait décidé de célébrer, par la publication d'une œuvre appropriée, le centenaire de l'union définitive du Valais avec la Confédération suisse. Elle n'aurait cru pouvoir le faire plus dignement qu'en rappelant les alliances successives et les relations séculaires du Valais avec les cantons suisses. Une œuvre existait qui les retraçait de façon magistrale : le mémoire, publié en 1888 par le professeur W. Oechsli sous le titre *Orte und Zugewandte*¹. L'auteur, avec une amabilité de vrai savant, non seulement approuva le projet de traduire les parties de cette œuvre qui concernent le Valais, mais voulut encore revoir la traduction faite pour nous par M. Etienne Fragnière, ancien professeur à Fribourg, l'enrichir de nombreuses notes nouvelles et sur divers points compléter ses anciennes recherches. Et si nous regrettons les

¹ *Les Cantons suisses et leurs alliés.*

retards apportés à la publication de ce travail, retards dont nous nous excusons déjà voici une année¹, nous ne pouvons que nous féliciter d'avoir bénéficié des dernières clartés d'une magnifique intelligence².

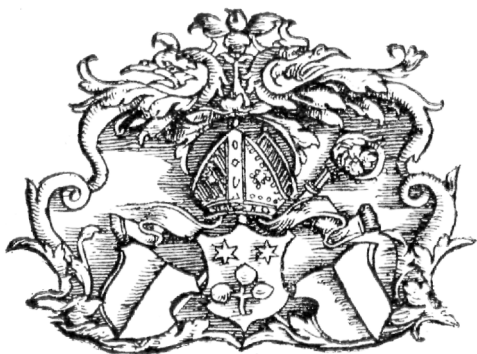
La Société d'histoire du canton de Genève n'a pas cru pouvoir illustrer plus dignement le centenaire de l'entrée de Genève dans la Confédération que par la publication, magnifiquement illustrée, d'un extrait semblable de l'œuvre du prof. Oechsli concernant Genève.

M. V. van Berchem, vice-président du conseil de la Société générale suisse d'histoire, avait écrit une « Introduction historique » dont il nous a aimablement autorisé à publier une partie, et qui expose, de façon très claire, la situation particulière des différents alliés de la Suisse dès la fin du quinzième siècle.

Les relations entre les cantons suisses et le Valais datent de cinq cents ans. D'âge en âge, malgré les fluctuations politiques et religieuses de notre cher Valais, nous les verrons, grâce à l'exposé impartial de M. Oechsli, s'affirmer avec plus de précision. Nous verrons se former, peu à peu, le lien solide qui nous rattache d'une façon définitive à la Suisse. Dans les jours troublés que nous vivons, jours où plus que jamais l'union est nécessaire, nous croyons faire œuvre patriotique en retraçant dans nos *Annales* les anciennes « relations des Cantons suisses avec le Valais ».

¹ *Annales Valaisannes*, 2^{me} année, n° 1.

² Voir p. 192 quelques notes sur M. le professeur Oechsli.



En tête de la carte du Valais (Stumpf 1548).

INTRODUCTION

Les cantons suisses et leurs alliés.



ERS la fin du quinzième siècle, les « ligues de la Haute-Allemagne » — comme on appelait alors la Confédération — comprenaient déjà les trois éléments dont celle-ci restera composée jusqu'à la fin de l'ancien régime : les cantons (*Orte*), leurs alliés (*Zugewandte*) et leurs sujets.

Les cantons étaient les vrais souverains des Ligues. Seuls ils siégeaient de plein droit à la diète, présidaient aux relations extérieures, faisaient la paix ou la guerre et prenaient, sur des questions d'ordre intérieur, des décisions qu'ils prétendaient imposer à leurs alliés aussi bien qu'à leurs sujets. Ils étaient seuls à posséder les territoires conquis, qu'ils admi-

nistraient en successeurs légitimes des précédents seigneurs ; ils s'attribuaient la part du lion dans les indemnités de guerre, dans les subsides ou les pensions payées par les cours étrangères.

Pendant la période d'expansion nationale qui suivit la guerre de Bourgogne, cinq Etats nouveaux obtinrent, non sans difficulté, une place dans le cercle, jalousement fermé, des VIII cantons anciens : Fribourg et Soleure en 1481, Bâle et Schaffhouse en 1501, Appenzell en 1513. Ainsi se trouva formée la Confédération des XIII cantons, qui n'accueillit plus aucun nouveau membre jusqu'en 1798.

Les Etats « alliés » ou « associés » (*Zugewandte*) des Ligues étaient ceux que des traités perpétuels ou temporaires liaient soit à l'ensemble des cantons, soit à un ou à plusieurs d'entre eux. Grâce à l'esprit de solidarité qui existait alors entre Confédérés, les alliés particuliers de certains cantons étaient considérés comme rattachés à la Confédération, à laquelle ils apportaient l'appui de leurs territoires et de leurs contingents militaires.

Quelques-uns de ces alliés — Soleure, Fribourg, Schaffhouse, Appenzell — reçurent le prix de leurs services en devenant cantons. Parmi les autres se trouvaient des Etats de nature et d'importance très inégales : des républiques fédératives comme le Valais et les Grisons, que leur situation écartée et leur particularisme politique empêchaient de s'unir plus intimement aux cantons ; des villes comme St-Gall, Bienne, Mulhouse et Rottweil, dont la constitution ressemblait à celle des cantons urbains ; des princes

ecclésiastiques ou laïques, tels que l'abbé de St-Gall, l'évêque de Bâle et le comte de Neuchâtel ; enfin, de petits organismes politiques, privés de toute influence et dont la condition se confondit ensuite, dans la plupart des cas, avec celle des pays sujets : la république de Gersau et l'abbaye d'Engelberg, les communautés rurales du Toggenburg, de Gruyère et de Gessenay, les villes de Rapperswil, de Payerne, de Neuveville, etc.

Les alliés jouissaient tous de la protection des Liges. Mais il va de soi que leur situation juridique, au sein de celles-ci, ne pouvait être soumise à une règle uniforme. Tandis que les uns traitaient sur le pied d'une égalité complète avec les cantons, les autres durent accepter un véritable protectorat. Selon les circonstances historiques ou politiques, économiques ou stratégiques, qui déterminaient les rapports de chacun d'eux avec la Confédération, ces Etats furent associés, en une mesure très différente, aux diverses manifestations de la vie publique des Liges : réunions de la diète, traités avec l'étranger, répartition des sommes que procuraient aux Suisses leurs expéditions militaires ou l'alliance des princes.

Enfin, pour chacun d'eux, la relation avec les cantons se modifia au cours des événements, tantôt dans le sens d'une union plus étroite, tantôt dans celui d'un relâchement du lien fédéral. C'est ainsi que la Réformation du seizième siècle exerça une influence considérable sur les rapports des cantons entre eux et avec leurs alliés. Le schisme religieux se doubla d'un schisme politique. Les cantons se séparèrent en

deux camps hostiles, en deux confédérations rivales, entre lesquelles il n'y eut plus d'autres liens que les pactes fédéraux — interprétés à la lettre et non plus dans l'esprit des premiers confédérés, — l'alliance avec la France et la possession des bailliages communs. Cette scission fit obstacle à toute extension nouvelle de la Confédération et au développement normal de l'unité nationale.

A l'exemple des cantons, les Etats alliés se partagèrent aussi en deux groupes : alliés des cantons catholiques et alliés des cantons protestants. Quelques-uns d'entre eux seulement — l'abbé et la ville de St-Gall, le Valais, Bienne — continuèrent à être reconnus comme confédérés par les deux partis. C'est à eux désormais, que s'appliqua plus spécialement le nom d'Etats « associés », de *Zugewandte*. Ils jouissaient de « l'alliance générale des Ligues » (*Zugewandtschaft*), qui leur conférait les mêmes droits, leur imposait les mêmes obligations vis-à-vis de tous les cantons, et les faisait regarder par tous comme partie intégrante du Corps helvétique. Au dix-septième siècle, on parlera de « l'incorporation » des Etats qui briguaient la faveur de l'alliance générale.

A ces rares privilégiés, on opposait les « alliés particuliers » d'un ou de plusieurs cantons, dont le lien avec la Confédération n'était plus officiellement admis

¹ Nous reproduisons ci-contre la planche qui forme le frontispice de l'ouvrage de *Simler, Regiment der Lobl. Eydgennossenschaft*, nouvelle édition de J. Leu, 1722. Ce tableau symbolique représente bien l'ancienne Confédération; au centre, entourant les trois Suisses, les armes des treize cantons, à gauche, les pays alliés, à droite les pays sujets.



Frontispice de l'œuvre de Jos. Simler : *Regiment der Lobl. Eydenossenschaft*, nouvelle édition de J. Leu, de 1722¹.

que par l'un ou l'autre des deux groupes confessionnels.



Montrer le rôle qu'ont joué les « pays alliés » dans la formation de l'ancienne confédération, tel est le but que M. le professeur Wilhelm Oechsli s'est proposé en écrivant l'important mémoire paru, en 1888, dans le *Jahrbuch für schweizerische Geschichte*, sous le titre de *Orte und Zugewandte*. Après avoir exposé comment a pris naissance et s'est développée, au quinzième siècle, la notion de « l'Etat allié », quelles transformations elle a subies sous l'action de l'esprit confessionnel, M. Oechsli a consacré à chacun des principaux « alliés » un chapitre spécial qui donne un aperçu des rapports de cet Etat avec la Confédération depuis la Réforme jusqu'à la fin du dix-huitième siècle.

La Société d'histoire du Valais romand a pensé bien faire en offrant aux amis de l'histoire du Valais la traduction française des fragments de ce mémoire qui ont trait à ce canton. Basée presque entièrement sur le volumineux Recueil officiel des anciens Recès fédéraux, cette étude présente plus spécialement le point de vue suisse dans la préparation séculaire de la réunion du Valais à la Confédération.

V. v. B.



Grand sceau de la République
du Valais, d'après Stumpf.



Sceau de la ville de Sion
(XV^e siècle), d'après Stumpf.

*Combourgeoisie du Valais avec Lucerne, Uri
et Unterwalden (1416-1417).*



Il y a une différence notable entre les relations de combourgeoisie des Appenzellois avec les cantons confédérés (1411) et celles que nouèrent les cinq dizains valaisans de Conches, Naters, Viège, Sierre et Sion avec Lucerne, Uri et Unterwalden, dans les années 1416-1417, relations qui amenèrent plus tard la réunion définitive du Valais avec la Confédération.¹ Les Valaisans, à leur tour, jurèrent comme combourgeois perpétuels de Lucerne, Uri et Unterwalden de défendre l'honneur et les intérêts des trois cantons et de les garan-

¹ Absch. I p. 354-364 (Oechsli 13. 3). Hauser, Geschichte der Freiherren von Raron (Schweizerstudien zur Geschichtswissenschaft VIII, p. 473).

tir de tous dommages. Mais les effets de ce traité de combourgeoisie ne s'étendaient pas au-delà de ce qui était expressément mentionné dans le traité. Les secours qu'on devait se prêter mutuellement sont réduits au minimum. Lucerne et les deux Waldstätten ont le droit de solliciter l'aide des dizains pour une expédition dans la vallée d'Ossola, conquête au bénéfice de laquelle ceux-ci furent admis, mais nulle part ailleurs. Les trois confédérés ne s'obligent de leur côté à rien d'autre si ce n'est, en cas de conflit éventuel entre les Valaisans et Berne, à adresser à celle-ci l'invitation confédérale de régler les différents avec les dizains par voie juridique. Ils promettent encore aux dizains, sur leur désir et à leurs frais, d'envoyer des délégués pour s'occuper de leurs affaires (zu ihren Sachen) comme aussi de leur accorder le droit d'acheter librement sur leurs marchés à l'exception du blé. Les dizains accordent à leurs alliés le libre passage dans la vallée d'Ossola, mais nulle part ailleurs sans une permission spéciale. En outre, ils s'opposent expressément à toute ingérence de la part de Lucerne et des deux Waldstätten dans leurs affaires intérieures. La seule clause qui entraîne une certaine dépendance du Valais est celle qui interdit aux dizains de conclure aucun traité d'alliance ou de combourgeoisie, abstraction faite d'un traité de paix, sans la permission de leurs alliés tandis que la réciprocité leur est refusée de la part des trois Etats confédérés¹. Enfin, sur la demande de ceux-ci, ils devaient renou-

¹ Absch. I. p. 356: « Item hand die von Wallis gevordet, dass wir nieman ze burgern noch ze lantlütten nit nehmen sollen, etc. ». (Oechsli 14. 1).

veler tous les dix ans le serment prêté à la conclusion du traité de combourgeoisie.

On comprend qu'un traité qui n'obligeait les Confédérés à aucune assistance par les armes et les Valaisans à la simple protection du baillage commun de l'Ossola ne constituait qu'un lien très lâche. Après la perte de la vallée d'Ossola par les Confédérés et la cessation des hostilités entre les Valaisans et Rarogne et Berne, l'alliance perdit beaucoup de son intérêt pour les deux parties et ne se fit sentir que par de rares manifestations.

Chose caractéristique, dès janvier 1426, où l'on traita à Sion de la paix entre Milan et les Confédérés¹, jusqu'en 1446, le nom du Valais disparaît complètement des recès fédéraux et en général, jusqu'à l'époque des guerres de Bourgogne, il est extrêmement rare de l'y voir figurer. Les évêques de Sion, souverains du Valais, s'efforcèrent même de réduire à néant l'alliance conclue par leurs sujets, au temps de leur rébellion il est vrai. Lorsqu'en 1460 des délégués de Lucerne, d'Uri et d'Unterwalden se présentèrent à Naters pour le renouvellement de l'alliance avec les cinq dizains, l'évêque Walter de Supersaxo promulgua à l'église de la localité, en présence des représentants des cantons et de ceux des dizains, une défense formelle à ses sujets de prêter serment à un traité quelconque avec les trois Etats confédérés et offrit de soumettre le cas au pape, à l'empereur ou à tout autre juge compétent². Ce n'est qu'en 1473, que

¹ Absch. II. p. 53 (Oechsli 15. 1).

² Absch. II. p. 306 (Oechsli 15. 2).

Walter, en présence de complications menaçantes avec la Savoie, semble avoir renoncé à son opposition et qu'il consentit au renouvellement de l'ancien traité d'alliance ¹.



Petit sceau de la République du Valais,
d'après Stumpf.

Relation du Valais avec Berne au quinzième siècle.

Nous avons vu plus haut comment, après la perte de la vallée d'Ossola, l'alliance qui unissait le Valais aux Confédérés s'était considérablement relâchée. Elle ne se resserra qu'à l'époque des guerres de Bourgogne, grâce à l'hostilité commune contre la maison de Savoie. En 1446, la Savoie et Berne d'une part, et de l'autre, l'évêque avec les dizains du Valais avaient conclu un traité perpétuel de paix et d'amitié ². Mais des querelles de frontière, ainsi que l'accueil que trouva en Savoie Rodolphe Asperling, banni

¹ Absch. II. p. 440, 446, 450, 465 (Oechsli 15. 3).

² Absch. II. p. 207 (O. 69. 1).

par l'évêque Supersaxo ¹, avaient provoqué entre la Savoie et l'évêque une tension hostile tandis que les dispositions favorables de la Maison de Savoie à l'égard de Charles-le-Téméraire amenèrent la rupture de celle-ci avec Berne.

Cette ville conclut le 7 septembre 1475 une alliance perpétuelle avec l'évêque de Sion, à Loèche, en présence des délégués des dizains, alliance qui autorisait chacun des contractants à réclamer le secours de l'autre en cas de guerre avec la Savoie ². Immédiatement après, se produisit l'attaque combinée des Bernois et des Valaisans contre les possessions de la maison de Savoie, en automne 1475. Des Bernois avaient aidé les Valaisans à remporter la victoire de Conthey et à conquérir le Bas-Valais, tandis que les Valaisans vinrent facilement à bout des mercenaires lombards qui voulaient gagner la Bourgogne par les passages des Alpes ³.

Relations avec les III cantons.

Si les Valaisans avaient réalisé leurs conquêtes avec l'appui de Berne, l'aide énergique que leur prêtèrent leurs anciens alliés Lucerne, Uri et Unterwalden contre les réclamations de la Savoie leur

¹ Gingins-la-Sarraz, Développement de l'indép. du Haut-Valais. Arch. f. Schw. Gesch. III. p. 113 et suiv. (O. 69. 2).

² Absch. II. p. 560 (O. 69. 3).

³ Rodt, Die Kriege Karls des Kühnen, I, 563 et Schilling, éd. Tobler, I, p. 326-332. Absch. II. p. 581 (O. 70. 1). [Grand, Der Anteil des Wallis an den Burgunderkriegen Blätter, aus der Wallisergeschichte, IV].

assurèrent la possession définitive de ces conquêtes¹.

L'intronisation sur le siège épiscopal de Sion d'un Suisse primitif, Jost de Silenen (1482-1496), prévôt de Lucerne, l'habile médiateur du traité de paix perpétuel entre l'Autriche et les Confédérés, rendit toujours plus intimes les relations du Valais avec les trois cantons, comme on put le voir par l'assistance consentie par ces derniers à l'évêque dans sa guerre contre Milan (1484-1487), au grand déplaisir des autres cantons².

On négocia aussi à plusieurs reprises entre les deux parties l'accession à l'ancien traité de combourgeoisie, d'une part de l'évêque et des dizains de Louèche et de Rarogne qui n'y étaient pas compris et de l'autre de Schwytz, et la question de donner à ce traité une extension qui entraînerait l'obligation d'une aide réciproque³.

Après l'expulsion de Jost de Silenen, Berne semble avoir aussi tenté de resserrer les liens qui l'unissaient au Valais, en cherchant à faire entrer les dizains dans l'alliance conclue seulement avec l'évêque. Mais elle se heurta à l'opposition de Lucerne, Uri et Unterwalden, jaloux de conserver pour eux seuls la combourgeoisie des dizains, d'autant plus que Berne représentait alors le parti de l'empereur et de Milan,

¹ Absch. II. p. 603, 670, 678, 692, 700 ; III. 1 p. 8, 13, 42, 100, 186, 437 (O. 70. 2).

² Absch. III. p. 195, 208, 264 (O. 70. 3.) [Ehrenzeller, die Feldzüge der Walliser und Eidgenossen ins Eschental und der Wallishandel 1484-1496 (Schweizerstudien zur Geschichtswissenschaft V)].

³ Absch. III. 1 p. 327 ; conf. aussi p. 319, 444 (O. 71. 4).

et Lucerne, celui de la France au sein de la Confédération. S'appuyant sur le covenant de Stanz, ils formulèrent une défense formelle à Berne d'obliger de quelque façon que ce fût les dizains liés à eux par un traité de combourgeoisie¹. Même une proposition des Valaisans de comprendre dans la même alliance Berne, Schwytz, l'évêque et les deux dizains restés en dehors, ne trouva pas d'écho auprès des trois cantons².

Par contre, ils ne purent naturellement pas empêcher le nouvel évêque Mathieu Schinner (fin novembre 1500) de se présenter à Berne, accompagné des délégués de son chapitre et de tous les dizains, et de renouveler solennellement le traité de 1475 avec la promesse d'amener le chapitre et le pays à confirmer la chose par écrit et par serment³.

Par cette double alliance, de son prince avec Berne et de son peuple avec Lucerne et les deux Waldstätten, le Valais s'était lié si étroitement avec les Confédérés⁴ qu'il s'habitua de plus en plus à partager avec eux joie et peine, guerre et alliances.

Relation avec la Confédération.

C'est ainsi que, sans y être tenus précisément par la lettre de leur traité, les Valaisans prirent part à la guerre de Souabe⁵ et qu'après quelques hésitations,

¹ Absch. III. 1 p. 544, 564; conf. aussi III. 2, 109 (O. 71. 1).

² Absch. III. 1 p. 561, 564, 568 (O. 71. 2).

³ Absch. III. 2 p. 79 (O. 71. 3).

⁴ Absch. III. 1 p. 195, 420, 450, 506 (O. 71. 4).

⁵ Absch. III. 1 p. 592, 595 (O. 71. 5). Anshelm, Chronique de Berne II. p. 135.

ils signèrent en 1500 le traité avec la France où ils furent placés en tout point sur le même pied qu'un canton suisse¹.

Dès 1501, ils furent souvent appelés à prendre part aux diètes avec les autres alliés pour délibérer sur des questions d'intérêt commun avec la Confédération² et si leurs délégués n'en furent pas des hôtes attitrés comme ceux de l'abbé et de la ville de St-Gall, cela paraît avoir tenu moins à la volonté des Confédérés qu'à la leur.

Combien les Confédérés s'efforçaient de se rattacher le plus étroitement possible la grande vallée alpestre, c'est ce qui ressort le plus clairement du fait qu'ils cherchèrent à amener le Valais et les Grisons en 1504 au convenant de Baden qui, sous le nom de *Pensionenbrief*, a joué dans les annales de la Confédération un rôle si peu édifiant³.

Ce convenant, si ses articles avaient été pleinement exécutés, aurait donné au développement politique de la Confédération une tout autre direction, en ce qui concerne la guerre, la paix, les alliances, c'est-à-dire toute la politique extérieure : il aurait établi le droit de la majorité, il aurait déjà au seizième siècle, fait de la Suisse un tout homogène, un Etat fédératif. « Aucun canton, y est-il dit, ne peut, sans l'autorisation des autres ou de la majorité d'entre eux, laisser des mercenaires s'engager au service d'une puissance étrangère. Personne ne doit, à l'insu

¹ Absch. III. 2 p. 47 (O. 71. 6).

² Absch. III. 2 p. 140, 145, 463, 474, 590 (O. 72. 1).

³ Absch. III. 2 p. 258 (O. 72. 2).

et contre la volonté de la Confédération ou de la majorité des cantons, prendre fait et cause pour des personnages étrangers, s'immiscer dans leurs affaires et prêter l'oreille à leurs propositions ou bien aussi, de son propre chef, commencer des hostilités ou déclarer la guerre; aucun canton ne doit avoir le droit de se dégager de ces prescriptions. »

La convention accessoire « Beibrief » dit encore plus clairement qu'aucun canton ne pouvait, à l'insu et sans le consentement de tous les Confédérés ou de la majorité d'entre eux, conclure un traité quelconque avec quelque prince ou seigneur que ce fût.¹

Si la convention de Baden était entrée en vigueur et que le Valais s'y fût conformé, il aurait dû demander d'avoir voix délibérative dans les affaires confédérales, et, en considération de l'importance de son territoire et du chiffre de sa population, il eût été impossible de la lui refuser. Mais avant qu'on eût tenté sérieusement de lui faire accepter la loi, celle-ci fut frappée de caducité.²

Attitude particulière du Valais. Schinner.

Cependant les Valaisans ne se sentaient pas liés si étroitement à la Confédération qu'ils ne pussent à l'occasion suivre une voie à eux. Déjà en 1500, dans la lutte entre Louis XII et Ludovic le More, ils avaient fait mine de prendre parti pour ce dernier

¹ Absch. III. 2 p. 241, 1314 (O. 72. 3).

² Sur le sort du Pensionenbrief, v. Oechsli, Bausteine zur Schweizergesch. p. 95 et suiv.

parce qu'ils s'accommodaient mieux de son voisinage que de celui de la France, et cela en opposition avec les cantons.¹

En revanche, lorsqu'en 1510 les Confédérés rompirent avec la France, et qu'à l'instigation du souverain du Valais, l'évêque Schinner, ils conclurent un traité d'alliance avec le pape Jules II, les trois dizains de Conches, de Brigue et de Viège, sous l'influence du puissant agitateur Jörg auf der Flüe (Georges Supersaxo), refusèrent de se joindre au traité bien qu'il assurât au Valais tous les droits d'un canton, et au même moment, en dépit de l'évêque et des Confédérés,² ils renouvelèrent l'alliance avec Louis XII. Ils se refusèrent même à renouveler par serment leur ancien traité de combourgeoisie avec Lucerne, Uri et Unterwalden, appelèrent les trois cantons en arbitrage lorsque ceux-ci les engagèrent, en vertu de leur traité de combourgeoisie, à renoncer à l'alliance française³ et se mirent ainsi au-dessus de la clause qui leur interdisait de contracter une alliance quelconque sans l'assentiment des trois cantons.

Si en ce moment où son seigneur était devenu en quelque sorte l'âme de la politique des Confédérés, le Valais avait été uni, si les dizains s'étaient rangés sans arrière-pensée aux côtés de Schinner, le Valais serait devenu dans les expéditions du Milanais un des membres les plus éminents et les plus influents de la Confédération. Il aurait assisté régulièrement

¹ Absch. III. 2 p. 9, 14, 18 (O. 73. 2).

² Absch. III. 2 p. 477, 1333 (O. 73. 3).

³ Absch. III. 2 p. 478 (1338), 479, 482, 484 (O. 73. 4).

aux diètes et aurait peut-être demandé en bonne forme d'être reconnu comme canton suisse. Cette qualité lui avait été du reste reconnue indirectement déjà par l'alliance avec la France en 1500 et avec le Pape en 1510 et, étant donné le nombre respectable de combattants qu'il pouvait mettre sur pied¹ ainsi que les éminentes qualités d'homme d'état de son évêque, il aurait pu jouer au sein de la Confédération, dans les guerres d'Italie, le même rôle prépondérant que Berne dans les guerres de Bourgogne et Zurich au temps de Waldmann.

Aux yeux du peuple suisse, l'expédition de Chiasso passait du reste pour une entreprise valaisanne à proprement parler, de sorte que les soldats confédérés, frustrés de la solde qu'ils attendaient du pape, menacèrent d'envahir la vallée pour se dédommager².

Rôle du Valais dans les expéditions du Milanais.

Mais au moment où Schinner, d'une main hardie, jetait dans la balance de la politique européenne la puissance militaire des Confédérés, il dut, victime de la mazze³, prendre le chemin de l'exil. Une sauvage lutte entre ses partisans et ceux de son adversaire Jörg auf der Flüe déchira le pays et lui rendit impossible toute politique suivie. C'est ainsi que

¹ Comp. p. ex. Absch. III. 2 p. 895, 905, 919 (O. 74. 1).

² Absch. III. 2 p. 537, 549, 554, 559, 562, 563 (O. 74. 2).

³ Absch. III. 2 p. 645 (O. 74. 3.) V. Büchi, die Mazze, Anzeiger für Schweiz. Altertumskunde, neue Folge XII p. 309 et suiv.

l'influence puissante que Schinner exerça pendant cinq ans au sein de la Confédération fut complètement perdue pour le Valais, et le rôle que ce pays joua à ce moment là fut purement passif et très secondaire.

Ce n'était pas la faute des Confédérés. Non seulement ils cherchèrent en toute loyauté à apaiser la lutte des partis et à réconcilier le pays avec son évêque, mais ils firent encore en sorte de modifier, conformément aux besoins du moment, le lien juridique qui les unissait au Valais, c'est-à-dire l'ancien traité des cinq dizains avec Lucerne et les deux Waldstätten, en confiant, en septembre 1511, aux trois cantons, la mission de faire entrer dans cette alliance les deux autres dizains. Un projet, non daté, que la collection des recès place avec raison dans ce temps-là, montre que l'on n'avait pas seulement en vue de comprendre dans le traité de combourgeoisie l'évêque et le pays tout entier, mais d'en transformer le contenu de façon à en faire un traité affirmant le droit réciproque de sommation et le devoir de se prêter mutuellement secours. Ce traité, par sa nature, se serait fort rapproché de ceux qui liaient entre eux les cantons confédérés¹.

Mais au lieu d'apercevoir quelque résultat de ces efforts, nous voyons les Valaisans, malgré les sommations des Confédérés qui leur demandèrent de se joindre à eux avec toutes leurs troupes, abandonner complètement grâce aux agissements de Jörg auf der

¹ Absch. III. 2 p. 579, 580 (O. 75. 1).

Flüe, les Confédérés dans leur expédition de Milan en hiver 1511¹.

Lors de l'expédition de Pavie, ils revinrent à de meilleurs sentiments; ils y prirent part et depuis lors fournirent docilement tous les contingents réclamés par la diète². En 1514, ils signèrent avec les Grisons le traité conclu entre les Confédérés et le pape Léon X et, en 1515, le traité conclu avec l'Autriche et l'Espagne³. Mais bien que dans ces traités des pensions leur fussent assurées comme aux cantons, — ce qui, en raison de leur force, allait de soi, — ils s'effacèrent complètement devant ces derniers. Avec les autres alliés, ils durent mendier une part de l'argent milanais⁴ et furent exclus de toutes les conquêtes. Ce n'est qu'en septembre 1515 que les cantons décidèrent d'admettre le Valais à participer à la souveraineté sur la vallée d'Ossola pour qu'il fût mieux disposé à les aider à en assurer la possession⁵.

Les dizains eurent une attitude tout aussi passive dans le changement de front effectué par la politique des Confédérés vers ce temps-là. Lorsque, en novembre, la majorité des cantons conclut à Genève un traité de paix et d'alliance avec la France, les Valaisans y prirent également part⁶, et, lorsque la question de la paix ou de la guerre avec la France

¹ Absch. III. 2 p. 590, 607 (O. 75. 2).

² Absch. III. 2 p. 648, 716, 719, 736, 877, 895, 905 (O. 75. 3).

³ Absch. III. 2 p. 1365, 1393 (O. 75. 4).

⁴ Absch. III. 2 p. 648, 804, 861, 872 (O. 75. 5).

⁵ Absch. III. 2 p. 917, 918, 922 (O. 76. 1).

⁶ Absch. III. 2 p. 952 (O. 76. 1).

divisa la Confédération et la troubla profondément, ils n'assistèrent que deux fois à la diète pendant une année, malgré les nombreuses invitations qui leur furent adressées, et se bornèrent à déclarer que ce que la majorité déciderait, ils l'accepteraient également, mais ils prétendaient jouir des pensions à l'égal d'un canton ¹. Leur vœu fut exaucé : dans la paix perpétuelle de 1516, comme plus tard dans l'alliance de 1521, le Valais obtint les mêmes pensions qu'un canton confédéré ².

Sa position dans la Confédération.

C'est ainsi que le Valais était devenu partie intégrante de la Confédération ; et il se considérait comme tel ³ et fut reconnu de même à l'intérieur du pays et à l'étranger ⁴. Etant donné l'étendue de son territoire et le chiffre de sa population, comme aussi l'importance de sa situation, il ne pouvait pas venir à la pensée des Confédérés de le traiter autrement dans toutes les affaires essentielles que sur le pied

¹ Absch. III. 2 p. 937, 938. Comp. aussi p. 945, 947, 948, 977, 993, 1003 (O. 76. 3).

² Absch. III. 2 p. 1409. IV. 1 a. p. 1498 (O. 76. 4).

³ Absch. III. 2 p. 1125. Schinner proclame à chaque occasion sa qualité de confédéré. Comp. Absch. III. 2 p. 496, 631, 748, 835, 1109. IV. 1 a. p. 177. Mais aussi son adversaire Georg Supersax reconnaît « le Valais comme membre de la Confédération ». Absch. III. 2 p. 608 (O. 76. 5).

⁴ Absch. IV. 1 a. p. 43. Les Confédérés comprennent le Valais dans « leur territoire » ; le pape nomme Schinner : « nationis vestrae » Absch. III. 2 p. 591. Comp. aussi Macchiavelli Opere (1805), vol. VII. 7. et Absch. III. 2 p. 862 (O. 76. 6).

d'une complète égalité de droits. Si, néanmoins, il ne devint pas un canton et resta au rang de pays allié, cela ne tient pas à ce que les cantons considéraient le Valais comme un membre de la Confédération possédant moins de droits, mais parce que le lien confédéral qui les unissait ne s'était pas développé à ce degré d'intimité qui existait entre les cantons. Cela ressortait notamment du fait que le Valais ne se présenta à la diète que très rarement, plus rarement même que les Grisons, et qu'en conséquence il n'exerçait pour ainsi dire aucune influence sur les destinées de la Confédération ¹.

Si le Valais n'exerça pas son droit de vote dans les conseils des Confédérés, c'est beaucoup moins par suite de l'exclusivisme de ces derniers que grâce à son abstention.

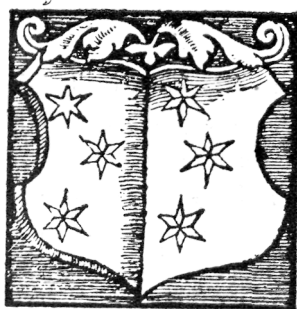
On l'invita rarement à assister à la diète, mais de son côté il répondit plus rarement encore aux convocations ². Tandis que les alliés de moindre importance considéraient comme une faveur insigne de pouvoir siéger à la diète, nous ne trouvons pas trace de cet empressement de la part du Valais qui ne fit pas la moindre démarche pour obtenir de siéger régulièrement à cette assemblée. Bien plus, il tint à l'occasion un langage peu courtois à l'égard des Confédérés,

¹ C'est ainsi que l'abbé et la ville de St-Gall assistèrent en 1514 au moins dix fois à la diète, les Grisons cinq fois et le Valais jamais. Comp. aussi pour 1512: Absch. III. 2 p. 657 n. (O. 77. 1).

² Comp. Absch. III. 2 p. 463 et 464, p. 590 et 591, 858, 945 (f;), 1003 (O. 77. 2).



Armoiries du Valais (parti blanc et rouge), d'après la chronique de Stumpf, 1548.



Armoiries du Dixains de Sion, d'après la chronique de Stumpf, 1548.



Armoiries du Dixain de Conches, d'après la chronique de Stumpf, 1548.



Armoiries du Dixain de Viège, d'après la chronique de Stumpf, 1548.



Armoiries du Dixain de Brigue, d'après la chronique de Stumpf, 1548.



Armoiries du Dixain de Rarogne, d'après la chronique de Stumpf, 1548.

comme si ceux-ci devaient s'estimer heureux que le Valais daignât paraître à leur diète ¹.

Il se réservait du reste pleine liberté d'action à l'égard de leurs décisions. Si elles lui convenaient, il les acceptait, si non, il agissait à son gré et, comme nous l'avons vu, il ne tenait aucun compte de clauses même très claires de son traité avec les trois cantons. La caractéristique générale que nous avons dû donner dans le premier chapitre sur la situation des pays alliés ne concorde donc pas du tout avec celle du Valais. Ce n'est pas la perte de sa souveraineté qui le tint à l'écart des cantons mais l'esprit très particulariste de son indépendance vis-à-vis de la Confédération.

Macchiavelli au sujet des Grisons et du Valais.

Vers la fin de 1507, Macchiavelli écrivait au gouvernement de Florence : « Le corps principal de la nation suisse est constitué par les douze communautés alliées entre elles et qu'on nomme cantons. Les liens qui les unissent sont de telle sorte que ce qui a été décidé à leurs diètes est observé par tous

¹ Absch. III. 2 p. 1113. « Comme notre dit seigneur cardinal nous a occasionné de diverses façons de grands frais et que nous avons assisté plusieurs fois à des diètes à cause de lui sur la demande des confédérés pour en revenir sans avoir rien décidé, grâce à ses échapatoires continuelles, nous déclarons par la présente que nous n'assisterons plus à aucune diète pour les affaires du cardinal et prions les confédérés de ne plus nous y convoquer. Mais s'il s'agit d'affaires qui concernent les louables confédérés, ou des princes ou seigneurs étrangers, nous y assisterons volontiers. »

les cantons et qu'aucun d'eux ne s'y opposerait. Outre ces douze cantons il y a deux autres Etats suisses d'un autre ordre : *Grisons* et *Valais*, qui, tous deux confinent à l'Italie. Ces deux Etats ne sont pas tellement liés aux douze cantons qu'il ne puissent prendre des décisions contraires ; mais ils s'entendent cependant bien avec eux pour la défense de leur liberté.

Abstraction faite de l'idée que se fait Macchiavelli de l'union des douze cantons qu'il croit plus solidement établie qu'elle n'était en réalité, il a dépeint d'une manière frappante, bien qu'en peu de mots, les relations des cantons avec les Grisons et le Valais. Les cantons pouvaient, à l'égard des alliés ordinaires, conclure traités et élaborer des lois fédérales, mais, à l'égard des Grisons et du Valais, leurs décisions n'étaient valables que si ces deux Etats voulaient bien y donner leur acquiescement. Ces derniers avaient une situation complètement indépendante vis-à-vis des cantons ; ils étaient, comme eux, souverains, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur ; ils l'étaient même à un plus haut degré car ils étaient beaucoup moins liés juridiquement par les décisions prises à la majorité des cantons et ils en avaient eux-mêmes le sentiment. On comprend dès lors qu'un Guicciardini, par exemple, ne compte pas les Valaisans et les Grisons au nombre des Suisses, mais les met sur le même pied comme des peuples autonomes bien qu'étroitement unis à eux.

Le Valais et la Réformation.

Une des plus grandes préoccupations des cantons catholiques, depuis la Réformation, était de conserver à leur foi et à leur alliance séparée l'important pays du Valais. Le Valais était pour eux un contre-poids à l'égard des Grisons devenus en majeure partie protestants ; il leur offrait un point d'appui solide dans la lutte contre Zurich et une source abondante de troupes auxiliaires : par le Valais, ils pouvaient tenir Berne en respect dans l'Oberland et dans le pays de Vaud ; par le Valais enfin, ils se garantissaient une liaison constante avec un de leurs alliés extérieurs les plus sûrs : le duc de Savoie. Tous ces avantages auraient été perdus ou se seraient tournés contre eux, si le protestantisme avait pris pied dans la vallée du Rhône.

Dans la période, décisive pour la Réformation, qui comprend les années entre 1522 et 1533, le Valais manifesta la même hostilité que les 5 cantons à l'égard de la nouvelle croyance et constitua pour eux un soutien sur lequel ils croyaient pouvoir s'appuyer en toute occurrence ¹.

Lorsque les 5 cantons avec Fribourg et Soleure décidèrent en janvier 1528 de mettre par écrit et de sceller en due forme l'alliance religieuse qui depuis

¹ Absch. IV. 1 a. p. 529, 541, 569, 564 ; Strikler, Actensammlung I N° 967. Comp. aussi Zwingli's Ratschlag de décembre 1524 dans le supplément à ses œuvres p. 6. publ. par Schuler et Schulthess. (O. 287. 1). [Publié par Egli, Finsler & Wöhler, t. II, p. 562].

longtemps existait déjà de fait, ils s'adjoignirent aussitôt les Valaisans et, bien que la constitution documentaire de ce traité échoua grâce à l'opposition d'Uri¹, ce furent eux précisément qui fournirent le prétexte de conclure quand même le Sonderbund catholique sous une forme un peu différente.

*Sonderbund catholique des cinq cantons avec
le Valais 1529.*

Pendant les pourparlers, le Valais avait exprimé le vœu qu'on puisse étendre l'alliance des cinq dizains avec Lucerne, Uri et Unterwalden à l'évêque et aux deux autres dizains et faire disparaître les inégalités qui s'y trouvaient; si d'autres des sept cantons catholiques voulaient faire partie de l'alliance, ils y donneraient volontiers les mains². Lorsque les cinq cantons et le Valais, lors de la révolte de l'Oberland bernois, en automne 1528, se furent avancés au point que la guerre avec Berne aurait pu éclater à chaque instant, on crut nécessaire de donner immédiatement suite à cette proposition; une conférence qui se réunit en novembre à Lucerne adopta le projet d'un nouveau traité de combourgeoisie; Schwytz, Zug et Fribourg déclarèrent vouloir y adhérer³ et le 12 mars 1529 le nouveau traité d'alliance fut définitivement rédigé à Lucerne entre les six cantons ca-

¹ Absch. IV. 1 a p. 1279 (O. 287. 3.)

² Absch. IV. 1 a. p. 1269, 1270, 1279 (O. 287. 2.)

³ Absch. IV. 1 a. p. 1348, 1437, 1451, 1470 (O. 287. 4.)

tholiques d'une part, et l'évêque, le chapitre et les sept dizains de l'autre ¹.

Quant à la forme, le traité de 1529 n'était qu'un renouvellement, une amélioration et une extension de l'ancienne alliance de 1416 et 1417. Les cinq dizains, était-il dit dans le traité, étaient ²: « dans une certaine mesure trop chargés parce que l'aide fraternelle n'était pas comprise ni pratiquée de la même manière ». C'est pourquoi les Valaisans obtinrent « l'allégement et la concession » que le traité fût renouvelé sur le pied *d'une complète égalité*. Chaque partie s'engage à prêter secours à l'autre, en cas de nécessité, à ses frais ; mais celui des contractants qui sollicite le secours doit se contenter du nombre de soldats que l'autre contractant trouvera à propos de lui envoyer. La disposition de l'ancien traité qui obligeait les dizains à ne conclure aucune autre alliance sans l'assentiment de leurs alliés est abrogée. Le traité de combourgeoisie est en outre élargi dans ce sens que les contractants primitifs y font entrer d'une part les cantons de Schwyz, Zug et Fribourg, et d'autre part l'évêque, le chapitre et les deux dizains de Louèche et de Rarogne, « comme si nous avions tous été compris dès l'abord dans ce traité de combourgeoisie et inscrits dans le document primitif ³ ».

¹ Absch. IV. 1 b. p. 96 (O. 288. 1).

² « In sölchem burgkrecht und landtrecht etlicher mas überladen gewesen, dass die brüederlich hilf nit glicher burdi angessen und geordnet was ».

³ « Als während wir all mit einandern anfangs in sölch burgkrecht und landrecht komen und in die alten brief mit namen geschriben und vergriffen ».

Mais de fait, le traité du 12 mars 1529 introduisait une réelle innovation ; il constituait un *Sonderbund confessionnel des cantons catholiques avec le Valais*, arme dont la pointe n'était pas dirigée vers l'extérieur mais vers l'intérieur de la Suisse, contre Berne et Zurich. Les circonstances du temps lui auraient déjà donné ce caractère, mais on ne se fit pas faute de lui donner dans toutes ses formes l'empreinte d'une alliance religieuse. L'article 5 dit :¹ « Comme toutes sortes de divisions se sont élevées dans notre vraie foi chrétienne, causées par une nouvelle secte et répandues par des prédicants séparatistes sous l'apparence de la sainte parole de Dieu, et que par là quelques villes et seigneuries ont abandonné l'ancienne foi chrétienne et adopté la nouvelle doctrine qui cependant est contraire à la foi chrétienne, nous sommes obligés, nous les contractants susmentionnés, si quelqu'un voulait dans nos villes, nos pays et nos territoires et chez nos sujets nous ravir la vraie loi de Dieu et notre ancienne vie chrétienne et notre foi, d'engager nos vies et nos biens et de nous fournir mutuellement aide et protection ». Et dans l'article

¹ « *Als dann mencherley zweyung sich erhept in unserm waren cristenlichen glouben uss ursach nüwer sect, durch sonderprediger under dem schyn des heiligen gotswort usgespreit, dar durch etlich stett und herschaften von dem alten cristenlichen glouben gefallen und nüwe vermeinte ler angnomen hand, die doch cristenlicher gesetzt widrig ist, da sind wir obgemenelten partigen schuldig jetwedre der andern, ob uns jemand in unsern stetten, lenden und gebieten und unser zuogehörigen wellte von der waren gesätzt Gottes und von unserm alten cristenlichen wesen und glouben trengen, dass wir lib und guot zuosamen setzen wellen und einandern daby schirmen und handthaben* ».

12 les alliances antérieures sont réservées :¹ « mais est réservé l'article concernant la foi chrétienne pour la protection de laquelle aucun traité plus ancien ne doit nous détourner ». Cette disposition était dirigée contre Berne, car elle rendait caduques, en cas de guerre religieuse, ses alliances conclues avec Fribourg et l'évêque de Sion².

Le traité d'alliance chrétienne perpétuelle et renouvelable tous les 10 ans sur la demande des parties revêtit encore une importance spéciale par le fait des relations étendues des deux contractants.

En mai 1528, les Valaisans avaient conclu une alliance de 101 ans avec la Savoie ; en avril 1529, les cinq cantons avaient conclu une alliance religieuse avec le roi Ferdinand. Ainsi la partie principale de la grande « alliance chrétienne », projetée par l'Autriche et les cinq cantons pour arrêter l'hérésie, était déjà sur pied ; l'alliance avec le Valais ne formait, comme les villes réformées le reconnaissaient, qu'un anneau de la grande chaîne avec laquelle on cherchait à les encercler ; c'était le pont préparé au duc de Savoie, déjà irrité contre Berne à cause de Genève, pour apporter son secours en cas de guerre religieuse³.

¹ « Allein us beschlossen den artikel berüerend den cristlichen glouben ; den zuo schirmen sol uns kein elter pundt nit irren ».

² Absch. IV. 1 b. p. 1464 et suiv. (O. 289. 1).

³ Conf. Escher, die Glaubensparteien in der Eidgenossenschaft p. 71 (O. 289. 2).

Les Valaisans dans les guerres de Cappel.

Heureusement pour la Suisse, « l'alliance chrétienne » se révéla dans les guerres de Kappel comme une arme sans tranchant ; par contre, l'alliance valaisanne déploya tous ses effets. Les Valaisans se tinrent en communication constante avec les cinq ou sept cantons et prirent fréquemment part à leurs conférences particulières ¹ ; ils leur servaient d'intermédiaires pour leur correspondance secrète avec la Savoie ² et leur rendirent encore des services plus sérieux en leur envoyant des troupes dans les deux guerres et en menaçant Berne d'une attaque de flanc ³. Aussi furent-ils compris nominativement comme auxiliaires des cinq cantons dans le premier comme dans le second traité de paix ⁴.

On comprend que les villes réformées, après leur victoire non sanglante dans la première guerre de Cappel, auraient bien voulu la dissolution de la nouvelle alliance avec le Valais, tout comme celle de Ferdinand. Elles demandèrent aux six cantons de leur fournir des explications à ce sujet, en rappelant l'article 2 du traité de paix d'après lequel, à l'exception de la « combourgeoisie chrétienne » des

¹ Absch. IV. 1 b. p. 201, 330, 361, 364, 374, 530, 755, 917, 974, 994, 1011, 1070, 1093, 1107, 1179 ; IV. 1 c. p. 12, 18, 24, 49, 134, 151, 383, 411. (O. 290. 1).

² Absch. IV. 1 b. p. 351, 375, 707, 796, 1070, 1323 ; IV. 1 c. p. 286, 396, 414, 415 (O. 290. 2).

³ Absch. IV. 1 b. p. 258, 264, 351, 1181, 1228, 1268 (O. 290. 3).

⁴ Absch. IV. 1 b. p. 1481, 1568 (O. 290. 4).

réformés, toutes les autres combourgeoisies « nouvellement (nűwlich) conclues » devaient être dissoutes. Mais les six cantons firent observer que la disposition invoquée ne se rapportait qu'à de nouveaux traités et que le traité de combourgeoisie avec le Valais ne pouvait aucunement être considéré comme tel, bien qu'il eût été un peu adouci et élargi. Lorsqu'après bien des hésitations, elles consentirent à ce que le contenu du traité fût lu à la diète, les villes réformées elles-mêmes ne trouvèrent rien à y redire, car tout ce qu'on pouvait lui objecter pouvait aussi bien s'appliquer à leur « combourgeoisie chrétienne » ¹.

Accession de Soleure à l'alliance valaisanne et renouvellement de celle-ci en 1533.

Tandis que le second traité de paix de Cappel amenait la dissolution de la combourgeoisie réformée, l'alliance avec le Valais ne fut pas seulement maintenue mais encore complétée par l'accession de Soleure, regagnée au catholicisme. Cette ville avait accédé au désir exprimé par les six cantons et le Valais, qui lui avaient envoyé une députation spéciale dans ce but. Le 17 décembre 1533 « l'alliance chrétienne » qui réunissait tous les sept cantons catholiques avec le Valais en une communauté confessionnelle fut de nouveau écrite et scellée ². Si l'alliance de 1533 entre les sept cantons et le Valais avait conservé son caractère primitif, si elle était restée ce qu'elle devait être

¹ Absch. IV. p. 342, 354, 357, 371, 410 (O. 290. 5).

² Absch. IV. 1 c. p. 212, 229, 237 ; IV. 1 b. p. 1464 (O. 291. 1).

d'après l'idée de ses auteurs, elle aurait rendu superflue la ligue Borromée de 1586 et l'aurait remplacée.

Influence croissante de Berne dans le Valais.

Mais le Valais, qui formait en quelque sorte le pivot de l'alliance, se montra bientôt chancelant. L'influence de Berne, qui trouvait sa base juridique dans le traité perpétuel conclu avec l'évêque, ne se laissa pas déraciner complètement¹ et se renforça de nouveau après la période des guerres de Cappel. Déjà vers le temps où l'alliance confessionnelle se compléta par l'entrée de Soleure, les Fribourgeois se plaignirent de ce que, pas plus que les cinq cantons, ils ne recevaient de réponse des Valaisans à leurs demandes réitérées de secours et de collaboration; on apprenait par la rumeur publique (*landmährsweise*) que les Valaisans ne marcheraient pas contre Berne, parce qu'il y avait entre eux un accord écrit là-dessus (*Verbriefniss*)².

Une grave atteinte fut portée à l'intimité des cantons catholiques avec le Valais notamment du fait qu'en 1536, lors de l'expédition des Bernois dans le pays de Vaud, le Valais ne put résister à la tentation de déployer ses bannières contre le duc de Savoie et de se joindre aux Bernois qui envahirent le Chablais, au lieu de prêter secours au duc, comme le voulaient les cinq cantons³.

¹ Absch. IV. 1 b. p. 350, 755, 1089, 1100 (O. 291. 2.)

² Absch. IV. 1 c. p. 200 (O. 291. 3).

³ Absch. IV. 1 c. p. 584, 615, 624, 625, 645 (O. 291. 4).

Les Valaisans cherchèrent bien à tranquilliser leurs alliés indignés en leur donnant l'assurance qu'ils n'avaient pris possession du pays que pour y maintenir l'ancienne croyance et pour ne pas être complètement encerclés par Berne et qu'ils seraient disposés à restituer au duc leur part du territoire conquis au cas où celui-ci rentrerait en possession du pays¹ moyennant paiement des frais de guerre. A l'égard des Bernois, ils tinrent un tout autre langage. Bien qu'ils aient décliné comme inopportune leur proposition de conclure un nouveau traité spécial au sujet des conquêtes en Savoie, ils ne le firent qu'en invoquant l'ancien traité qui suffisait et avec l'assurance d'un envoi de troupes, conformément à leur alliance, pour le cas d'une agression de la part de la Savoie².

Pénétration de la nouvelle doctrine en Valais.

Dès ce moment, les cantons catholiques ne purent se défendre de la crainte que le Valais, grâce à la communauté d'intérêt avec Berne, ne marquât quelque répugnance à l'endroit de l'alliance confessionnelle, d'autant plus qu'ils s'aperçurent que l'hérésie luthérienne commençait à pénétrer dans la grande vallée³.

¹ Absch. IV. 1 c. p. 660, 679, 844, 854 (O. 292. 1).

² Absch. IV. 1 c. p. 624, 635, 664, 904; IV. 1 d. p. 583, (O. 292. 2.) [voir Oechsli, Le traité de Lausanne, p. 23 et suiv.; Imesch, die Eroberung von Evian und Monthey 1536 (Blätter aus der Walliser Geschichte)].

³ Absch. IV. 1 c. p. 679, 704, 1101, 1135, (O. 292. 3).

Dans le renouvellement décennal de l'alliance, ils entrevirent un moyen de se rattacher le pays plus étroitement. Dès que les dix premières années de l'alliance furent écoulées, ils en demandèrent le renouvellement avec insistance, bien que l'évêque et la diète du Valais répondissent qu'ils avaient bonne souvenance du traité de combourgeoisie et qu'ils jugeaient dès lors inutile de le renouveler¹. La cérémonie eut donc lieu le 19 octobre 1540, à Sion², et fut répétée en 1555 et 1567³. Mais tout cela ne parvint pas à rétablir l'ancienne intimité. C'est avec terreur que les sept cantons constatèrent les progrès de la nouvelle doctrine dans le Valais. Les personnages les plus influents lui étaient favorables, la jeunesse du pays allait s'instruire aux écoles hérétiques de Berne, de Bâle, de Strasbourg et l'influence de Berne menaçait de supplanter complètement la leur⁴. Ambassades, représentations de vive voix ou par écrit demeurèrent sans résultat ou même furent jugées offensantes⁵. La démarche tentée par les cinq cantons en vue d'amener le Valais à restituer à la Savoie les territoires envahis, la déclaration disant que le Valais n'aurait pas à compter sur un envoi de troupes de leur part en cas de guerre avec la Savoie n'apportèrent aucune amélioration à ces dispositions⁶. La

¹ Absch. IV. 1. c. p. 1134, 1233, 1241, 1245, 1249 (O. 292. 4).

² Absch. IV. 1. c. p. 1256 (O. 292. 5).

³ Absch. IV. 1. e. p. 1133, IV. 2 p. 363 (O. 292. 6).

⁴ Absch. IV. 1. d. p. 538, 570; IV. 1. e. p. 1322, 1367; IV. 2 p. 126, 133, 216, 219, 264, 433. Comp. aussi Anzeiger f. schw. Gesch. t. IV. p. 367-369 (O. 293-7, 298, 1).

⁵ Absch. IV. 2 p. 142, 143 (O. 293. 2).

⁶ Absch. IV. 2 p. 62 (O. 293. 3).



Médaille d'or que la Diète fit frapper en 1547,
à l'occasion du baptême de la seconde fille du roi de France,
Henri II, dont elle était la marraine.
(Avers, avec les armoiries des 13 cantons souverains).

tension croissante des relations entre le Valais et les cantons catholiques apparut entre autre en 1562 lorsqu'éclata la guerre des Huguenots, alors que le Valais se refusa à envoyer des troupes au roi de France à l'exemple des cantons catholiques et qu'au contraire, suivant l'exemple de Berne, il laissa partir un corps franc au secours des Huguenots ¹.

¹ Absch. IV. 2 p. 229. Furrer, Geschichte von Wallis I p. 276. Tillier, Geschichte des Freistaates Bern III. p. 409 (O. 293. 4).



Revers de la médaille ci-contre,
avec les armoiries des Pays alliés entourant la croix fédérale.
A droite, les armes du Valais.
(Œuvre du célèbre graveur zurichois H.-J. Stampfer).

*Tentatives des cinq cantons de soulever le peuple
du Valais.*

Les cantons catholiques virent dans ce fait la rupture ouverte, de la part du Valais, de l'alliance confessionnelle, mais ils étaient résolus à ne pas l'accepter bénévolement. Ils n'espéraient plus rien de l'évêque impuissant et des gouvernants laïcs qui, pour la plupart, penchaient vers la nouvelle doctrine¹. Par contre, ils comptaient sur le peuple qui, dans les

¹ Absch. IV. 2 p. 218, 219 (O. 293. 5).

dizains supérieurs, leurs voisins immédiats, était encore zélé catholique¹. En 1550, lors des troubles qui s'étaient produits en Valais au sujet du renouvellement de l'alliance française, ils étaient intervenus avec les autres cantons, en déclarant que les Confédérés ne souffriraient pas les *désordres de la mazze* et qu'ils porteraient secours à la partie attaquée illégalement². Mais maintenant ils décidèrent de demander au Valais le renouvellement de l'alliance et de faire comprendre aux « gens du bon parti » (Gutherrigen) que cette déclaration n'avait pas trait à la foi et qu'ils n'avaient qu'à lever énergiquement la mazze contre leurs dirigeants, oublieux de leurs devoirs, et qu'ils pouvaient compter sur leur secours en cas d'une intervention de la part de Berne; pour appuyer ce soulèvement chaque canton devait tenir 200 hommes tout prêts dans le pays d'Uri³. Pour mieux organiser leur agitation, ils sollicitèrent la faculté de faire prêter le serment, non pas à des délégués envoyés à Sion, mais au peuple assemblé dans chacun des dizains. Mais la diète valaisanne flaira un piège et réduisit à néant toute la combinaison, en refusant d'accepter ce nouveau mode de prêter le serment d'usage pour le renouvellement de l'alliance⁴.

Bien plus, pour enlever aux sept cantons tout prétexte à leur dangereuse visite, les Valaisans s'offri-

¹ Absch. IV. 2 p. 126, 133 (O. 293. 6).

² Absch. IV. 1 c. p. 274 et suiv. (O. 294. 1.)

³ Absch. IV. 2 p. 222, 227. Comp. la minute Absch. IV. 1 e: p. 1330 qui peut bien être le projet mentionné dans Absch. IV. 2 p. 222 b (O. 294. 2).

⁴ Absch. IV. 2 p. 230 (O. 294. 3).

rent à leur épargner les grosses dépenses de l'envoi des délégués, en faisant prêter le serment chez eux par une ambassade spéciale. A leur tour, les sept cantons refusèrent, car, disaient-ils, il était préférable, pour maintenir la bonne amitié, que l'alliance fût jurée en Valais dans sa teneur authentique, et pour cela on n'épargnerait ni dépense, ni travail ¹.

Attitude neutre du Valais vers la fin du seizième siècle.

C'est ainsi que, de membre zélé de la Confédération catholique, le Valais était devenu peu à peu un état mixte qui ne maintenait que pour la forme les liens qui l'unissaient à ces cantons ². Bien que le serment pour le renouvellement de l'alliance eût été prêté à double en 1578, en ce sens que les Valaisans envoyèrent alternativement dans l'un ou l'autre des sept cantons une ambassade pour procéder à cet acte ³, ceux-ci ne purent compter en aucune façon sur le pays du Valais en cas de guerre religieuse ⁴, d'autant moins que les Valaisans considéraient leur alliance avec Berne comme étant pleinement en vigueur ⁵.

¹ Absch. IV. 2 p. 295, 300 (O. 294. 4).

² L'ambassadeur français Bellièvre prétendait même que les Valaisans étaient en majorité réformés, ce qui en tout cas ne pouvait s'appliquer qu'à la classe dirigeante (Rott, Henri IV, les Suisses et la Haute-Italie p. 13 (O. 294. 5).

³ Le serment de 1578 fut prêté à Lucerne et à Brigue (Absch. IV. 2 p. 645 et 655, celui de 1589 à Sion et à Altorf (Absch. V, 1 p. 154 et 177 (O. 295. 1).

⁴ Absch. IV. 2 p. 631, 862, 884 et suiv. (O. 295. 2).

⁵ Absch. IV. 1 c p. 884, 904; IV. 1 d. p. 386, 578, 584; IV. 1 e. p. 348; IV. 2 p. 763 (O. 295. 3).

Pour autant qu'ils envisageaient les luttes confessionnelles dans la Confédération, les Valaisans étaient arrivés à jouer le rôle de médiateurs¹. Les cantons réformés commençaient même à les compter presque au nombre des leurs². C'est ainsi qu'on s'explique pourquoi les sept cantons, au renouvellement de leur alliance confessionnelle, en 1586, alliance qu'ils rendirent plus étroite encore, firent complètement abstraction du Valais. Le fait que tous les cantons catholiques, hormis Soleure, quittèrent la France pour passer du côté de l'Espagne en s'alliant à Philippe II, accentua encore le désaccord, car l'influence française était prépondérante en Valais³. On aurait pu croire que le Valais allait se ranger aux côtés des villes réformées qui projetèrent une alliance opposée. En février 1586, les quatre villes réformées eurent un échange de vue sur un vœu émanant de « personnes notables » du Valais à l'effet d'entamer des négociations en vue d'une entente plus étroite avec cette contrée⁴. Berne put assurer à ses coreligionnaires confédérés que les vues des gouvernants en Valais au sujet de la Ligue d'or et de l'alliance avec l'Espagne concordaient avec les siennes, et engagea avec les Valaisans, comme Zurich avec les Grisons, des pourparlers amicaux au sujet de la contre-alliance à conclure⁵.

¹ Absch. IV. 1 e. p. 16, 19 ; IV. 2 p. 162 (O. 295. 4).

² Absch. IV. 2 p. 500, 887 ; V. 1 p. 168 (O. 295. 5).

³ Absch. V. 1 p. 38, Rott p. 179 (O. 295. 6).

⁴ Absch. IV. 2 p. 908 (O. 295. 7).

⁵ Absch. V. 1 p. 21, 26 (O. 296. 1).

Renouvellement de l'alliance avec Berne.

Le 18 avril 1589, le renouvellement de l'alliance avec les sept cantons eut lieu sans incident, mais quinze jours après, le Valais renouvela également, avec une certaine ostentation, l'ancienne alliance avec Berne, non pas comme un simple traité conclu avec l'évêque seulement, mais avec le pays tout entier¹. Si le Valais, par son alliance avec Berne, avait déjà un pied dans la partie réformée de la Confédération, aux yeux des cinq cantons, il sembla avoir passé entièrement de ce côté lorsque, en 1597, il entama des négociations en vue d'une alliance avec la république des trois Liges grisonnes. Celles-ci, à l'exception de la Ligue grise, étaient considérées par les cantons catholiques comme un dangereux ennemi en majorité réformé et anti espagnol et de plus étroitement lié avec Zurich. Le spectre d'une alliance Berne, Valais, Grisons, Zurich, qui menaçait de les enfermer dans un cercle de fer et de les étouffer, les effrayait fort, et le nonce mit le comble à leurs craintes en leur représentant qu'il s'agissait de l'extirpation complète de la religion catholique et de l'écrasement des deux diocèses de Coire et de Sion. Les cinq, ou plutôt les sept cantons, mirent donc tout en œuvre pour entraver cette alliance détestée.

¹ Absch. V. 1 p. 155 (O. 296. 2).

*Inquiétudes des cantons catholiques
au sujet d'un projet d'alliance entre le Valais
et les Grisons.*

Nous aurions pensé, déclarèrent-ils aux Valaisans, qu'un pays catholique aurait jugé inconvenant de se laisser entraîner dans une alliance avec une population ennemie de leur foi, et en partie composée de sujets non encore affranchis de l'Autriche. S'appuyant sur le traité de 1417, ils leur contestèrent le droit de contracter de nouveaux traités d'alliance sans leur assentiment et en appelèrent au droit confédéral ¹.

En même temps, ils tenaient en réserve d'autres moyens d'agir. Tout en stimulant les dispositions ambitieuses de l'évêque, en lui représentant que, soixante ans auparavant, il était encore le seigneur du pays et en l'engageant à entretenir avec eux de fréquentes et secrètes relations, à appeler les jésuites et les capucins, ils engèrent par leurs hommes de confiance « les gens du bon parti » à faire usage de la mazze, sans s'inquiéter des défenses des Confédérés ².

Les Valaisans ne se laissèrent néanmoins pas distraire de leur dessein. Ils exprimèrent leur étonnement de n'être pas autorisés à s'unir à des gens tenus pour vrais Confédérés par tous les membres de la Confédération, qui étaient invités comme eux à la diète et étaient compris dans tous les traités et alliances conclus par les Confédérés. Ils rappelèrent

¹ Absch. V. 1. p. 451, 503, 514, 532, 534 et suiv. (O. 296. 3).

² Absch. V. 1 p. 522, 536, 537 (O. 297. 1).

que cet article « intolérable et jamais observé » du traité de 1417 avait été abrogé dans celui de 1529 et de 1533 et cherchèrent à tranquilliser les cantons catholiques en déclarant expressément que cette alliance, pour autant qu'elle concernait le Valais, ne devait nuire en rien à « l'antique vraie foi, chrétienne, catholique » ¹.

Alliance du Valais avec les trois Ligues grisonnes.

L'alliance entre les trois Ligues grisonnes et le Valais fut conclue le 6 août 1600, à perpétuité, et obligeait les deux états, en cas de besoin, à se porter secours par l'envoi de 9 bannières (3000 hommes) aux frais de la partie requérante.

Cette alliance n'avait aucun caractère agressif à l'égard des cantons catholiques, comme les Valaisans leur en donnèrent l'assurance en leur promettant, après comme avant, leur aide en premier lieu. Aux négociations relatives à l'alliance s'associèrent des pourparlers d'une certaine portée entre les deux états alliés, qui s'opposèrent énergiquement à la tentative de certains cantons confédérés pour les faire traiter avec moins d'égards au service de la France. Lors du prochain renouvellement du traité d'alliance avec la France, ils voulurent agir de concert comme fidèles Confédérés. Les trois Ligues grisonnes devaient tenir à ce qu'un ambassadeur spécial résidât auprès d'elles afin que les deux états pussent s'adresser à

¹ Absch. V. 1 p. 517, 539, 548 (O. 297. 2).

lui pour les affaires à traiter. Dans toutes les levées de troupes pour la France, ils voulaient former un régiment spécial, leurs colonels et leurs hommes d'armes devaient être mis sur le même pied que ceux des cantons confédérés et on devait leur assurer la participation qui leur revenait aux légations envoyées en France par l'ensemble de la Confédération ¹.

Selon toute apparence, le traité conclu entre les deux puissants alliés n'avait pas d'autre but que de leur donner plus de sécurité du côté de l'Espagne et une situation plus indépendante dans l'alliance française du côté des treize cantons. Mais le fait que la conclusion de ce traité coïncidait avec un rapprochement plus prononcé entre les trois Liges grisonnes et les deux vororts réformés était pour les cantons catholiques une preuve établissant suffisamment que le traité en question était dirigé contre eux ².

Le Valais devait à tout prix être regagné au catholicisme, même au prix d'une guerre civile en Suisse. Un plan de campagne fut même l'objet de pourparlers des cinq cantons avec l'ambassadeur d'Espagne, le nonce et l'administrateur épiscopal, le doyen Adrien de Riedmatten, qui devint évêque plus tard ³.

Tout d'abord, un agent de l'Espagne négocia en grand secret à Sion un accord en vertu duquel les

¹ Absch. V. 1 p. 550, 1874. Comp. IV. 2 p. 647; V. 1 p. 38 (O. 298. 1).

² 18 septembre 1590, alliance de Zurich et Glaris avec la Ligue des dix juridictions; 6 août 1600, alliance des trois Liges avec le Valais; 30 août 1602, alliance des trois Liges avec Berne (O. 298. 2).

³ Absch. V. 1 p. 552, 572, 632, 658 (O. 298. 3).

dizains se seraient associés à l'alliance des six cantons avec sa majesté catholique. Mais l'arrivée d'un agent français et l'intervention des quatre villes réformées suffirent pour faire avorter l'intrigue espagnole¹.

En 1601, les Valaisans reçurent à Sarnen le serment des sept cantons, sans le prêter de leur côté pour le moment². Au lieu de cela, ils renouvelèrent en grande pompe en juin 1602 l'alliance avec Berne³. Cependant, ils ne purent faire autrement que d'acquiescer au désir des sept cantons en fixant le temps et le lieu de la contre assermentation. En octobre 1602, la délégation des sept cantons se présentait à Sion. Après avoir reçu le serment du Valais pour le renouvellement de l'alliance, elle présenta à l'évêque, au chapitre, au bailli, aux délégués des sept dizains, une série de desiderata en vue du développement de la religion catholique : ils devaient améliorer la discipline ecclésiastique, laisser établir un couvent de capucins, défendre la fréquentation des écoles sectaires et remettre en vigueur une décision de la diète en vertu de laquelle les non catholiques devaient quitter le pays⁴. La lutte était ainsi ouverte. Sous la pression combinée de l'évêque, du chapitre, des sept cantons, de l'Espagne, de la Savoie et des dispositions du peuple surexcité, la principale forteresse de la tolérance religieuse, la diète valaisanne, com-

¹ Absch. V. 1 p. 561. Rott, p. 187 (O. 299. 1.) [Rott, Histoire de la Représentation diplomatique de la France auprès des Cantons suisses, II, p. 585].

² Absch. V. 1 p. 571, 605 (O. 299. 2.).

³ Absch. V. 1 p. 605 (O. 299. 3.).

⁴ Absch. V. 1 p. 614, 616 (O. 299. 4.).

mença à vaciller. Comme là-dessus les quatre villes réformées et les trois Liges grisonnes intervinrent en juillet 1603 au moyen d'une délégation en faveur de la tolérance envers leurs coreligionnaires¹ et obtinrent la promesse qu'on ne s'opposerait pas à ce que la nouvelle religion fût pratiquée en secret, les sept cantons se décidèrent à exécuter le coup qu'ils projetaient depuis longtemps contre les « gouvernants malades dans leur foi et gangrenés » du Valais et à ne s'arrêter que lorsque le pays aurait été complètement débarrassé de cette mauvaise herbe².

Coup de force des sept cantons en 1603.

Pendant qu'eux-mêmes préparaient tout pour la guerre, pendant que le gouverneur de Milan Fuentès et le duc de Savoie plaçaient des troupes à la frontière³, que le pape offrait son appui, que l'évêque de Bâle, la Bourgogne et l'Autriche étaient avertis d'être sur leur garde, une ambassade des cinq cantons passa dans le Haut-Valais par la Furka en août 1603, rassembla dans le dizain très catholique de Conches les communes de Münster et Ernen et leur enjoignit de punir les sectaires et de jurer l'alliance dans cet esprit. C'est avec enthousiasme que la masse du peuple obéit à cette injonction ; chacun individuellement, pour corroborer son serment, devait pas-

¹ Absch. V. 1 p. 652 (O. 299. 5).

² Absch. V. 1 p. 632, 653, 654, 660 (O. 299. 6).

³ Absch. V. 1 p. 654, 657, 659, 660, 663, 664, 670, 689, 690 (O. 300. 1).

ser sous une lance élevée au-dessus de sa tête et ceux qui s'y refusaient étaient forcés par des menaces. Puis on descendit la vallée, avec la mazze et les bannières déployées, jusqu'à Brigue où arrivèrent les délégués de Fribourg et de Soleure et où, entre temps, la diète des dizains s'était réunie. C'est en vain que celle-ci voulut s'opposer à ce que les sept cantons convoquassent les communes sans sa permission et traitassent avec le peuple par dessus la tête du gouvernement. Ici encore, la foule se rassembla pour prêter le serment et finalement la diète dut être protégée contre les voies de fait de la foule en armes, par les délégués des sept cantons. La résistance était ainsi brisée. Accompagnés par la population surexcitée, les délégués chevauchèrent de dizain en dizain, rassemblèrent partout les communes, avec ou sans la permission des autorités, et reçurent le serment, ce qui du reste, dans les trois dizains inférieurs, n'alla pas sans une vive opposition ¹.

Ordonnance de Viège de 1604.

Par ce coup de force, les sept cantons forcèrent la diète du Valais, réunie à l'extraordinaire à Viège du 15 au 17 mars 1604, à décréter que les protestants seraient dépossédés de leurs emplois, auraient à payer les frais des troubles et, s'ils ne se convertissaient pas, auraient à quitter le pays dans l'espace de deux mois. De plus, la fréquentation des écoles protestan-

¹ Absch. V. 2 p. 654 et suiv. (O. 300. 2).

tes était interdite, les livres hérétiques confisqués et les capucins autorisés à prêcher librement ¹.

Berne avait l'intention, en présence de cette intervention violente, d'intervenir à son tour en Valais et, en vertu du son traité d'alliance, de prendre en mains les intérêts de ses coreligionnaires opprimés, mais sa volonté se heurta à la pusillanimité des autres cantons réformés qui avaient leurs bonnes raisons d'hésiter ².

Il est hors de doute qu'une intervention armée des réformés aurait allumé immédiatement une guerre générale de religion et appelé dans le pays les puissances étrangères qui toutes avaient promis leur appui et dont les troupes étaient en partie massées à la frontière ³. Les cantons réformés n'osèrent pas même envoyer une ambassade pour contrebalancer les menées des délégués des sept cantons et se contentèrent d'intervenir en faveur de leurs coreligionnaires par des missives sans effet ⁴. Et, même pour cette timide démarche, ils durent, à la diète, subir les plus vifs reproches de la part des cantons catholiques pour rupture de la paix de Cappel, puisqu'ils avaient promis dans ce traité de paix de laisser au Valais sa vraie foi et qu'ils n'avaient pas le droit de s'y mêler de questions religieuses ⁵.

¹ Absch. V. 2 p. 686 et suiv. (O. 301. 1.) [Grüter, der Anteil der katholischen und protestantischen Orte der Eidgenossenschaft an den Kämpfen im Wallis 1600-1613. Geschichtsfreund der V. Orte t. 52].

² Absch. V. 2 p. 675, 688, 692 (O. 301. 2).

³ Absch. V. 2 p. 659, 660, 661, 663, 664, 675, 685, 688, 689, 690 (O. 301. 3).

⁴ Absch. V. 2 p. 661, 675 (O. 301. 4).

⁵ Absch. V. 2 p. 668, 677, 680, 686, 692 (O. 301. 5).

Echec de l'alliance avec l'Espagne.

Pour compléter la victoire, il fallait rattacher le Valais à l'alliance espagnole. En réalité, les quatre dizains supérieurs s'y laissèrent gagner, mais dans les trois dizains inférieurs cela produisit une telle irritation qu'une guerre civile menaça d'éclater. Berne pour qui la fermeture des passages du Valais contre la coalition Savoie-Espagne était une question vitale à cause du pays de Vaud, et qui pouvait compter en l'occurrence sur l'assistance de la France, assura aux dizains inférieurs le secours de ses troupes et les choses en vinrent à ce point que les cinq cantons eux-mêmes engagèrent l'envoyé de l'Espagne à renoncer à mettre en vigueur le traité d'alliance¹.

Cette défaite des cinq cantons dans leur politique espagnole contrebalança en partie le succès de l'intervention violente d'août 1603. Le décret de Viège, malgré la pression des cantons catholiques, demeura plus ou moins lettre morte, en ce sens que les protestants furent encore tolérés et qu'on les laissa pratiquer leur culte en dehors du pays², bien que leur nombre allât toujours en diminuant, grâce à l'activité des capucins et des jésuites appelés par l'évêque³. Bientôt se produisit encore un autre motif de

¹ Absch. V. 2 p. 698, 699, 707, 721, 722, 725, 734, 735. Roth p. 304 (O. 302. 1). [Rott, Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses II, p. 541 et suiv. 587].

² Absch. V. 1 p. 729, 739, 757, 803, 820, 925, 1132 (O. 302. 2.

³ Absch. V. 1 p. 730, 919, 1139. Furrer I p. 317 et suiv. (O. 302. 3).

refroidissement prolongé entre le Valais et les sept cantons.

*Tiraillements entre le Valais
et les sept cantons à propos de l'évêque et de la déno-
mination de « République » 1613-1681.*

Les Valaisans profitèrent de la mort de l'évêque Adrien II de Riedmatten (1604-1613) pour obliger le chapitre de Sion et le futur évêque à de larges concessions qui restreignaient leur autorité politique au point de n'être plus qu'une ombre. Plus tard, l'évêque et le chapitre retirèrent ces concessions forcées et les sept cantons appuyèrent le prince ecclésiastique dans la lutte qui suivit, grâce aux agissements du nonce ; ils cherchèrent même à renforcer la puissance temporelle de l'évêque en le faisant admettre dans l'alliance avec la France. Mais les Valaisans contestèrent à l'évêque le droit de conclure des alliances et des traités sans l'assentiment du pays et l'obligèrent à leur livrer le document pour être détruit¹. Naturellement cet appui donné à l'évêque par les cantons catholiques poussa le pays un peu plus du côté de la partie réformée de la Confédération². La bourgeoisie avec les sept cantons fut renouvelée en 1613-14³ mais en 1618, malgré la protestation de ces derniers, les traités avec Berne et les trois Liges gri-

¹ Absch. V. 1 p. 1140, 1147, 1168, 1194, 1204, 1218, 1223, 1225, 1255, 1261, 1265 ; V. 2 p. 1, 3, 31, 85, 86, 359, 406, 498 (O. 302. 4). [Rott, Hist. de la Repr., III, p. 284].

² Absch. V. 1 p. 1145, 1147, 1158, 1160 ; V. 2 p. 13, 40, 46, 100, 357 (O. 303. 1).

³ Absch. V. 1 p. 1131, 1131, 1164 (O. 303. 2).



Armoiries du Dixain
de Louèche, d'après la chro-
nique de Stumpf (1548).



Armoiries du Dixain
de Sierre, d'après la chro-
nique de Stumpf (1548).



Armoiries de Martigny,
d'après la chronique de
Stumpf (1548).



Armoiries de Saillon,
d'après la chronique de
Stumpf (1548).



Armoiries du Dixain
de Conthey, d'après la chro-
nique de Stumpf (1548).



Armoiries d'Ardon,
d'après la chronique de
Stumpf (1548).

sonnes le furent aussi¹. Dans ces conditions, la diplomatie française pouvait à son gré faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre. Lorsque les troubles éclatèrent dans les Grisons, conformément aux dispositions qui régnaient en ce temps-là à la cour de France, elle fit en sorte que le Valais déclara, au grand déplaisir de Berne, ne vouloir « se commettre en aucune façon » avec les Grisons, prétextant qu'il n'y avait aucun passage d'un pays à l'autre². Mais en 1624, le Valais envoya son contingent à l'armée qui, à la solde de la France, chassa les Impériaux des Grisons³ et en 1627, il expulsa les jésuites comme principaux auteurs de la résistance de l'évêque et agents de l'Espagne⁴.

En 1627-28, sous l'influence de l'ambassadeur de France, un accord intervint avec les sept cantons, aux dépens de l'évêque et en même temps des protestants. Les cantons reconnurent que la souveraineté appartenait au pays et celui-ci promit, conformément au décret de Viège, de punir les protestants « sans supportation » et de les faire disparaître. Ainsi se

¹ Absch. V. 2 p. 3, 7, 8, 17, 18, 27, 28, 29 (O. 303. 3). [Rott, III, p. 252].

² Reinhardt, der Veltlinermord dans le *Geschichtsfreund* vol. XL p. 233, 293. Sur l'influence de l'ambassadeur Miron en Valais, v. Absch. V. 2 p. 85, 86, 100, 359. Relation de Miron dans *Archiv. für Schweiz. Gesch.* II. p. 276, 288 (O. 303. 4). [Rott, III, p. 282 et suiv.].

³ Archives II. p. 297 ; Absch. V. 2 p. 409 ; Moor, *Geschichte von Curätien* II p. 826 (O. 303. 5). [Rott III p. 780, 798, 799].

⁴ Absch. V. 2 p. 359, 486. Sur le rôle politique des Jésuites. cf. relation de Castille dans Archives, I, p. 195. [Joller, die erste Niederlassung der Jesuiten in Wallis, *Blätter f. Walliser-gesch.*, I. Rott, III, p. 583, 659 et suiv. ; IV. p. 145].

produisit un nouveau bannissement des réformés, mais le rappel des jésuites, vivement recommandé par les sept cantons, fut encore refusé ainsi que l'introduction du calendrier grégorien ¹. En 1628, les dizains prirent le nom officiel de République et le conservèrent malgré l'évêque, le pape et les cantons catholiques ². En 1631, les catholiques pensaient pouvoir compter sur le Valais en cas de guerre religieuse ³, mais lorsqu'en 1633, lors de l'affaire Kesseling, ils réclamèrent le secours du Valais, celui-ci refusa, étant sollicité en même temps par Berne et Zurich, et observa à l'égard de ses Confédérés une absolue neutralité ⁴. Il renouvela son alliance avec les sept cantons en 1623-1624, en 1634-1637 et en 1645 ⁵ mais également avec Berne en 1643 ⁶.

A l'égard du *Défensional* de Wil, conclu en 1647 entre les 13 cantons et leurs trois alliés — l'abbé et la ville de St-Gall et la ville de Bienne — et qui

¹ Absch. V. 2 p. 496 et suiv. 503, 511, 519, 531, 533, 534, 536, 561 (O. 304. 1). [Rott IV. p. 141 et suiv. 435 et suiv. 447, 449].

² [Gay, Histoire du Valais p. 209. Tandis que Berne n'hésita pas, lors de la guerre des paysans, en 1643, à donner au Valais le titre de « République », les cantons catholiques s'y refusèrent par considération pour l'évêque; pendant un demi-siècle, jusqu'à la conclusion d'un accord en 1680, dont le premier article était ainsi formulé :

« Le titre de république sera donné au louable Etat du Valais par les louables sept cantons catholiques dans tous les actes officiels écrits ou oraux, sans réserve ». Absch. VI. 2 p. 21. V. Oechsli: die Benennungen der alten Eidgenossenschaft (Jahrbuch für Schw. Geschichte, t. 41. p. 160)].

³ Absch. V. 2 p. 653 (O. 304. 2). Rott IV. p. 600.

⁴ Absch. V. 2 p. 781 (O. 304. 3.)

⁵ Absch. V. 2 p. 358, 405, 859, 1053, 1349 (O. 304. 4.)

⁶ Absch. V. 2 p. 1288 (O. 304. 5.)

obligeait les parties contractantes à fournir des effectifs déterminés de troupes pour garantir l'intégrité et la neutralité du territoire suisse, le Valais et les Grisons se tinrent sur une prudente réserve. Le contrat en question ne les obligeait, du reste, pas strictement, et les contingents qu'on les priaient de fournir ne faisaient pas, à proprement parler, partie de l'armée suisse, comme ceux des trois alliés précités. Les Grisons avaient quelque raison de se montrer peu empressés à prêter le secours de leurs soldats aux Confédérés qui, jadis, les avaient laissés se tirer d'affaire eux-mêmes dans un moment difficile. Le Valais qui, alors, était brouillé avec les deux camps religieux opposés, se trouvait amené par les mêmes préoccupations à rester plus ou moins à l'écart du *Défensional*.

Le pacte de Wil, qui, dès 1652 déjà, devait revêtir le caractère d'une institution durable, fut révisé en 1664 et en mars 1668, à la suite d'une incursion des Français en Franche-Comté une Diète des 13 cantons, à laquelle assistaient les alliés de St-Gall et de Bienne, adopta solennellement le *Défensional* comme convenant fédéral.

Il est dit dans cet acte qu'en vue des dangers qui menacent la patrie, et pour assurer sa tranquillité, sa sécurité et sa prospérité, et pour la sauvegarde de ses libertés souveraines si chèrement conquises, les 13 cantons de la Confédération et l'abbé et la ville de St-Gall et la ville de Bienne ont conclu un arrangement général défensional et sont entendus sur ce que chaque canton et allié devait fournir en fait de

soldats, de pièces d'artillerie et d'officiers supérieurs. Le centre de toute cette organisation est formé par un *Conseil de guerre fédéral* auquel chaque canton ou allié délègue une personne notable et qualifiée, assistée d'un officier supérieur. Le Conseil siège à l'instar d'une Diète et est revêtu de pouvoirs très étendus soit pour la conduite de la guerre, soit pour la conclusion de la paix. Les Etats contractants sont tenus d'user de toute leur autorité pour l'exécution de ces prescriptions.

En 1673 et 1674, des instructions supplémentaires y furent encore ajoutées et une caisse spéciale de guerre fut établie qui devait être alimentée par chaque canton à raison d'un demi écu par chaque homme de troupe fourni.

Bien que, pour le moment, l'abbé et la ville de St-Gall, ainsi que la ville de Bienne, fussent les seuls alliés compris dans cette organisation défensive, l'intention d'y attirer aussi les Grisons et le Valais, n'en subsistait pas moins. En 1668, on décida d'informer sans retard ces « honorables Etats alliés » des mesures de protection prises pour le bien de la patrie et de les inviter, en vertu du convenant de Wil de 1647, auquel ils avaient pris part, à tenir prêt les contingents qui y avaient été fixés, en leur offrant réciproquement et en toute fidélité en cas de besoin, aide et assistance par l'envoi de troupes. Les Grisons promirent leur concours mais demandèrent des explications au sujet de la solde de ces troupes, et il s'en suivit une longue correspondance avec les cantons. Le Valais fit d'abord un peu la sourde oreille et ne

donna pas de réponse précise. La Diète renouvela sa décision en septembre 1673 ainsi que ses pressantes invitations, en assurant à nouveau les deux Etats de son aide réciproque de fidèles Confédérés, et en mai 1674, à l'occasion d'une occupation de frontière près de Bâle, elle leur enjoignit expressément de tenir à disposition le contingent requis. Le Valais adressa enfin au Conseil de guerre des 13 cantons à Baden, une missive l'assurant qu'en cas de danger, il prêterait de grand cœur son concours en fidèle Confédéré et qu'il tenait à cet effet, ses troupes prêtes et équipées de son mieux.

Alors que le Valais déclarait ainsi se rallier dans une certaine mesure au *Défensional*, les Grisons, par contre, montrèrent plus de raideur, et les échanges de lettres et d'explications recommencèrent entre eux et les cantons sans aboutir à un résultat positif.

La contre-réforme se poursuivit, il est vrai, sans arrêt en Valais malgré ces fluctuations politiques. En 1651, les jésuites furent rappelés; en 1655, les réformés résidant encore dans le pays durent le quitter dans un délai de trois mois et en 1656, le calendrier grégorien fut adopté¹. Mais l'alliance religieuse avec les sept cantons ne parvenait toujours pas à entrer réellement en vigueur. Ceux-ci se refusant à donner au Valais le titre nouveau de république qu'il s'attribuait mais que l'évêque lui contestait, ou ne voulant le lui conférer qu'avec certaines réserves, la cérémo-

¹ Absch. VI. 1 p. 49, 54, 259, 268. [Oggier, Einführung des Greg. Kal. in Wallis (Blätter aus des Walliser Gesch. III p. 131)]. Furrer I. p. 367, 369 (O. 304. 6).

nie de la prestation du serment ne put avoir lieu dans les années 1645 à 1681 ¹. De plus, les Valaisans s'abstinrent d'envoyer des troupes à leurs Confédérés catholiques, soit dans la guerre des paysans, soit dans la première guerre de Vilmergen, et les cantons catholiques n'osèrent pas compter sur eux lors des troubles de Wigoldingen ².

En 1670 encore, à la diète catholique, on trouva qu'ils n'inspiraient aucune confiance ³ et on parla même d'engager la Savoie à rappeler ses anciennes prétentions sur le Valais pour amener celui-ci à de meilleures dispositions ⁴.

*Réconciliation du Valais
avec les sept cantons et renouvellement de l'alliance
religieuse en 1681.*

Craignant que Berne n'attirât le pays complètement de son côté ⁵, les sept cantons accordèrent enfin au Valais et sans conditions le titre de « respública dans tous les actes écrits et oraux ». Le Valais consentit de son côté à préciser ses obligations pour l'envoi de troupes, de telle sorte que les sept cantons espéraient se l'attacher de façon définitive. Ces pré-

¹ Absch. VI. 1 p. 257, 264, 365, 394, 474, 498, 499, 501, 527, 540, 563 (O. 304. 7).

² Absch. VI. 1 p. 251, 326, 507, 636 (O. 304. 8).

³ Absch. VI. 1 p. 788 (O. 304. 9).

⁴ Absch. VI. 1 p. 343 (O. 305. 1).

⁵ Absch. VI. 1 p. 499, 507, 564 ; VI. 2 p. 5 (O. 305. 2).

cisions portaient : « en cas de lutte avec des non catholiques, lutte engagée sous quelque prétexte que ce soit pour une question se rattachant à la religion la partie sollicitée sera tenue de prêter secours et d'envoyer des troupes ». Il fut en même temps décidé que le serment ne serait plus prêté en double, mais d'après un certain tour de rôle entre les états contractants, de telle sorte cependant que le tour du Valais reviendrait la première et la cinquième fois, soit deux fois à chaque tour de rôle. Sous ces conditions le « Mutterbund » de 1533 fut renouvelé solennellement à Sion le 7 novembre 1681 ¹.

Ainsi se rétablit l'amitié « altérée » et le Valais fut regagné à l'alliance religieuse catholique après une aliénation d'un siècle et demi. Les sept cantons avaient de nouveau en lui une telle confiance qu'ils consentirent en 1696, en évitation de frais, à prolonger de 10 à 25 ans la période de renouvellement de l'alliance qui, du reste, était conclue à perpétuité ². Le Valais ayant déjà, dès 1689, assisté parfois aux réunions de la Ligue d'or ³, il fut aussi admis aux conférences secrètes des trois villes catholiques, conférences dans lesquelles on fixait ou l'on revisait de temps en temps le plan de mobilisation contre Berne et on lui donna la clef de l'alphabet imaginé par les villes pour leur correspondance secrète ⁴.

¹ Absch. VI. 1 p. 1115; VI. 2 p. 21 (O. 305. 2).

² Absch. VI. 2 p. 633, 647 (O. 305. 4). [Imesch, die Bundeserneuerung vom 6 nov. 1696, Blätter aus der Walliser Gesch., II, p. 433.]

³ Absch. VI. 2 p. 253, 303, 325, 330 (O. 306. 1).

⁴ Absch. VI. 1 p. 680, 717, 732, (O. 306. 2).

Tension avec Berne.

D'autre part, les relations du Valais avec Berne devinrent depuis 1681 visiblement plus inamicales. Des contestations prolongées se produisirent à propos de questions de frontière et de juridiction entre les deux états voisins, et en 1697 le Valais, à l'instigation des sept cantons, interdit la continuation sur son territoire d'une route par le Lötschenpass ¹.

Ces continuels frottements de leur allié avec Berne étaient vus avec plaisir par les cantons catholiques ; ils y voyaient une garantie que l'influence de leur concurrent réformé, qu'ils avaient eu si longtemps à combattre, était enfin écartée. Lors donc que le Valais, auquel cet état d'hostilité avec Berne commençait à peser, se montra en 1705 disposé à un compromis, Schwytz demanda aussitôt qu'on en revînt au renouvellement décennal et qu'on exigeât la prestation du serment par les Valaisans ; et comme les autres cantons pensaient arriver au même but par l'invitation du Valais aux conférences secrètes de la Ligue borromée, il fit toutes ses réserves quant aux conséquences de l'omission de cet acte ².

¹ Absch. VI. 2 p. 129, 130, 170, 231, 232, 633, 670, 717 (O. 306, 3).

² Absch. VI. 2 p. 232, 1238, 1274 (O. 306. 4).

*Le Valais dans les troubles du Toggenbourg
et le « Zwölferkrieg ».*

A vrai dire, le Valais se montra tout d'abord, lors des troubles du Toggenbourg, un peu froid et réservé. Les cinq cantons se sentirent peu rassurés en le voyant s'abstenir à plusieurs reprises de paraître aux conférences particulières auxquelles il était convoqué et ne pas vouloir préciser comment, où et avec quelle force armée il prêterait son concours¹. Enfin, il parut se joindre à eux sans réticence ; à une conférence secrète à Lucerne en 1708 le bailli de Courten promit, en cas de guerre : 1° d'envoyer une avant-garde de 1000 hommes vers le lac Léman pour tendre la main à Fribourg près de Chillon, 2° de faire irruption vers Thoune, 3° de faire une diversion dans la vallée de la Sarine et 4° d'en faire une autre dans le Hasli pour prendre contact avec l'Unterwald, tout cela sous réserve du referendum². Tous les plans hardis du bailli ne paraissent pas avoir trouvé chez lui beaucoup d'écho ; on eût préféré de beaucoup en Valais le rôle de médiateur³. Toujours est-il que, vers la fin de 1709, le conseil secret de la république prit l'engagement d'envoyer aux cantons catholiques, en cas de rupture, un millier d'hommes à travers le pays d'Uri, et, si la guerre

¹ Absch. VI. 2 p. 1291, 1308, 1316, 1404, 1419 (O. 306. 5).

² Absch. VI. 2 p. 1488, 1493 (O. 307. 1).

³ Absch. VI, 2 p. 1509, 1542, 1572, 1573, 1580, 2451, 2452 (O. 307. 2).

devenait générale, de faire face à l'ennemi dans la mesure du possible, d'une manière soit défensive, soit offensive ¹.

Lorsqu'en 1712 la guerre éclata réellement, le Valais, sur les instances de Lucerne et de Fribourg, fit passer la montagne au contingent promis de 1000 hommes, au commencement de mai ². Mais, lorsque les cinq cantons voulurent employer ces troupes à l'occupation du Freiamt, un ordre arriva en vertu duquel les troupes du Valais ne devaient, puisque Fribourg et Soleure demeuraient neutres, servir qu'à la défense du territoire des cinq cantons et non pas pour une première attaque contre Zurich et Berne, et que, dès lors, elles devaient évacuer le Freiamt ³. Mais les cinq cantons estimèrent superflu la présence de ces soldats sur leur territoire et les milices valaisannes elles-mêmes, aigries par l'accueil peu sympathique dont elles furent l'objet et par une oisiveté de plusieurs semaines, rentrèrent par petites troupes au pays. Le 12 juin les derniers soldats valaisans étaient de retour dans leurs foyers ⁴.

Entre temps, un conseil de guerre des trois villes catholiques et du Valais s'était réuni en secret à Soleure pour élaborer un plan dont l'exécution comportait des diversions opérées sur une vaste échelle en territoire bernois ⁵. Après la « Staudenschlacht », près

¹ Absch. VI, 2 p. 1572 (O. 307. 3)

² Absch. VI, 2 p. 1650 (2493) 1654 (2502) (O. 307. 4).

³ Absch. VI. 1668, 1655 (O. 307. 5).

⁴ Absch. VI. p. 1654, 1656, 1657, 1661, 2509, 2597 (O. 307. 6).

⁵ Absch. VI. 2 p. 1665 (O. 388. 11).

de Bremgarten (26 mai), le vorort catholique insista auprès des Valaisans pour que, au moyen des diversions en question, ils donnassent un peu d'air aux catholiques pressés par leurs ennemis ¹. Mais l'ardeur belliqueuse n'était pas en hausse dans la vallée du Rhône. Après la bataille de Vilmergen, les délégués de Fribourg et des cinq cantons se hâtèrent de se rendre en Valais pour tâcher de le mettre en mouvement comme leur dernière réserve. Mais Berne envoya aussi en toute hâte une députation à Brigue pour demander du secours, conformément au traité d'alliance ou du moins pour obtenir la neutralité du Valais. La demande de secours des Bernois fit ouvrir de gros yeux à la diète, mais, dans le fond, elle ne parut pas inopportune car, comme le bailli le confia en secret aux députés bernois, on avait ainsi un prétexte d'autant plus plausible pour écarter la demande des délégués catholiques. Lorsque ceux-ci s'aperçurent qu'ils n'avaient aucun secours effectif à espérer du Valais, Fribourg et Soleure lui proposèrent de s'entendre avec eux pour dicter la paix aux deux parties et d'y contraindre par la force armée celui qui refuserait son consentement. Les chefs valaisans communiquèrent à la députation bernoise ce projet qui, dans ces conjonctures, ne pouvait être dirigé que contre Berne et Zurich et montrèrent par là qu'ils n'étaient pas disposés à y donner les mains ².

¹ Absch. VI. 2 p. 2518 (O. 308. 2.)

² Absch. VI. 2 p. 2595, 2597 (O. 308. 3.).

*Le Valais et les sept cantons
après le « Zwölferkrieg », guerre de 1712.*

Ainsi échouèrent tous les efforts pour entraîner le Valais dans la lutte contre les cantons réformés victorieux. Sa participation à la guerre de 1712 se borna à la promenade pacifique de ses 1000 hommes de troupe et aux 40.000 écus qu'elle coûta. Il est compréhensible que ce modeste résultat du traité renouvelé en 1681 et qui avait fait naître de si grandes espérances ait amené de part et d'autre une certaine déception et des dispositions peu sympathiques. Toutefois les cantons catholiques jugèrent opportun de ne point manifester leurs sentiments ; ils témoignèrent aux Valaisans leur « reconnaissance éternelle » pour le service rendu¹ et les invitèrent au renouvellement de la Ligue d'or qui eut lieu en décembre 1713 ; et à cette occasion, il fut donné lecture de l'alliance valaisanne avec déclaration réciproque de l'observer en toute sincérité (zu dessen allseitigen Haltung Sinceration gethan wurde)². Le Valais, de son côté, témoigna de sa fidélité à l'amitié des sept cantons en participant avec eux au « Trücklibund »³. Néanmoins les sept cantons ne purent s'empêcher de constater que le Valais désirait vivre en bonne harmonie avec le canton réformé voisin avec lequel il avait eu de si fréquentes relations ; qu'il n'avait en outre nulle en-

¹ Absch. VI. 2 p. 1668, VII. 1 p. 30 (O. 309. 1).

² Absch. VII. 1 p. 48 (O. 309. 2).

³ Absch. VII. 1 p. 73, 77, 1362 (O. 309. 3).

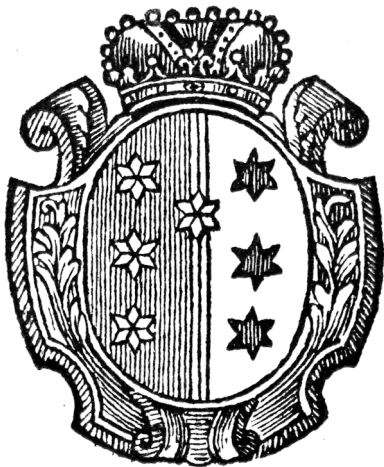
vie de se laisser entraîner dans une nouvelle guerre religieuse et montrait dès lors de moins en moins de propension à réchauffer son alliance avec eux¹. Le bruit ayant couru que le Valais avait l'intention de conclure un nouveau traité d'alliance avec Berne, les cantons catholiques jugèrent opportun de lui proposer formellement de renouveler leur alliance de 1728. Le Valais déclara y être disposé à la condition que 1^o il ne fût tenu de prêter son concours que pour la garde du territoire des sept cantons mais non pas pour la protection de leurs alliés ou des pays placés sous leur protectorat — il était ici question de l'abbé de St-Gall et du Toggenbourg ; 2^o qu'il ne fût tenu à aucune aide si la « rupture » n'était pas décrétée d'un commun accord par lui et par les sept cantons et 3^o que l'interprétation de l'article en vertu duquel toute querelle avec des non catholiques devait être considéré comme question de foi fût formulée d'une manière moins offensante pour les protestants. Les Valaisans se laissèrent toutefois amener à procéder au renouvellement de l'alliance avant que leurs desiderata eussent été mis en discussion. Dans la suite, ces desiderata ne furent pris en considération que pour autant qu'il fût établi qu'aucune guerre ne serait déclarée sans décision prise d'un commun accord². Mais ils revinrent sur ce point au prochain renouvellement de 1756 et, bien que les trois conditions ci-dessus ne fussent pas encore remplies, ils montrèrent

¹ Absch. VII. 1 p. 285, 290, 322, 324 (O. 309. 4).

² Absch. VII. 1 p. 330, 337 et suiv. (O. 310. 1).

par là dans quel sens ils entendaient le traité d'alliance religieuse ¹.

En 1780, l'alliance fut de nouveau jurée, non sans accentuer fortement son côté religieux ², mais elle



Armoiries de la République du Valais figurant sur l'alliance de 1780 ³.

n'en avait pas moins perdu son caractère offensant pour la partie protestante de la Confédération et avait pris, peu à peu, l'aspect de l'ancienne combour-

¹ Absch. VII. 2 p. 181 (O. 310. 2).

² Absch. VIII. p. 37 (O. 310. 3).

³ Gravure sur bois figurant sur l'imprimé: « Kurze Beschreibung des Bundschurs der in dem Jahr 1780 den 14. Wintermonats zu Sitten in löbl. Landschaft Walis zwischen den hochlöbl. alt Katolischen Ständen Luzern, Uri, Schwitz, Unterwalden, Zug, Freyburg, Solothurn und gedachter Republic Wallis ist erneuert worden ».

geoisie de 1417, celui d'un lien solide rattachant le pays très particulariste du Valais à la Confédération. C'est ainsi que les cantons réformés eux-mêmes envisageaient la chose¹ et, si parfois ils se sentaient portés à traiter le Valais comme un simple allié des cantons catholiques, comme ceux-ci avaient coutume d'en user avec les alliés des cantons réformés, ce n'était là que des velléités passagères sans suites sérieuses. Pour eux-mêmes aussi le Valais constituait une partie intégrante de la Suisse²; et, lorsque dans les difficultés d'ordre intérieur ou extérieur il sollicitait l'intervention fédérale, ils ne lui refusaient pas leur appui³, de même que le Valais, de son côté, reconnaissait, du moins en principe, ses obligations, non seulement envers les cantons catholiques et Berne, mais encore à l'égard de la Confédération tout entière.

L'ensemble de la Confédération ne s'étendait pas seulement aux 13 cantons. Outre les cantons il y avait une seconde catégorie de Confédérés qui formaient une partie notable du territoire et de la population suisse sans laquelle la Suisse nous ferait l'impression d'un Etat tristement mutilé. Cette catégorie comprend les alliés (*die Zuzewandte und Verbundit*).

L'expression «*Zugewandte*» apparaît pour la première fois dans le traité de combourgeoisie (*Burg und Landrecht*) que l'évêque de Sion et les habitants du Valais conclurent le 3 juin 1403 avec Lucerne,

¹ Monnard I. p. 34 (O. 310. 4).

² Absch. VII. 2 p. 87. (O. 310. 6).

³ Absch. VIII. 2 p. 87, 98, 120, 293, 119, 129 (O. 310. 7).



Armoiries d'Entremonts,
d'après la chronique de Stumpf
(1548).



Armoiries d'Orsières,
d'après la chronique de Stumpf
(1548).

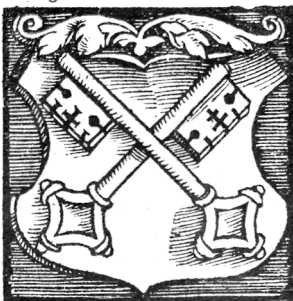


Armoiries de Bagnes,
d'après la chronique de Stumpf
(1548).



Armoiries de St-Maurice,
d'après la chronique de Stumpf
(1548).

Wallisser Bistumb.



Armoiries de Bourg-St-Pierre,
d'après la
chronique de Stumpf (1548).



Armoiries de l'évêché de Sion,
d'après la
chronique de Stumpf (1548).

Uri et Unterwalden : « Il est aussi convenu dans ce traité de combourgeoisie et compatriotage qu'au cas où nous, le dit évêque et patriotes du Valais, ou nos descendants, nous aurions jamais un conflit avec des seigneurs, états ou pays avec qui les dits de Lucerne, d'Uri et d'Underwald *seraient unis d'amitié comme confédérés ou alliés*, ce dont Dieu nous préserve, alors nous devons, nous dits de Lucerne, d'Uri et d'Underwald, prier les seigneurs, états ou pays que le conflit concerne, et si prière n'y sert, les exhortes à teneur de nos alliances jurées, de se contenter, au regard de nos gracieux seigneurs, combourgeois et compatriotes, l'évêque et nos combourgeois et compatriotes du Valais, du droit usité et valable entre nous et les états ci-dessus, de même qu'eux doivent nous exhorter à l'égard de leurs propres alliés, aussi souvent que le devoir s'en présente ¹. »

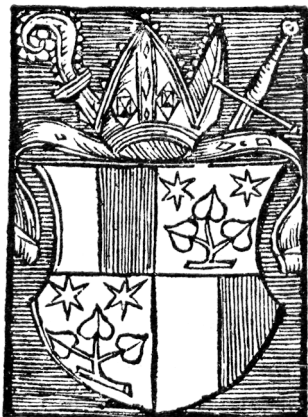
¹ « In disem Burgrecht und lantrecht ist och bedinget, wire es, das wir obgenanter, bischoff und landlüte von Wallis oder unser nachkommen dheinest stoss gewonnen mit Herren. stetten oder lendern, so denn den obgenanten von Lucern, von Ure oder von Underwalden *Eydggnoschaft oder püntwisse halb gewant* werint, das gott all zit wende, so söllent wir die obgenanten von Luzern, oder von Ure und Underwalden dyselbigen Herren, stette oder lender, so danne sölich stoss berürent, früntlich bitten, und obe bitte nit hälffe, so solent wir si ermanen noch unser geschwornen puntbriefen sag, das si sich lassen benügen von den obgeschriben unsern gnadigen Herrn mitburger und lantmann, dem bischoff und den sissen unsern mitburgern und landlüten von Wallis an einem Rechten als dann zwüschent uns und dien, so uns wie obgemeldet stat *gewant* sind, billich ist, und als sie uno von den iren wegen ze manen hant, als dick das ze schulden kunt. »

« Gewant » (allié) avec ou à quelqu'un est équivalent à « verwant », c'est-à-dire « apparenté, en relation, en union avec quelqu'un ». C'est dans ce sens général qu'il est ici employé. L'expression « Eidgnoschaft oder püntwisse halbgewant » se rapporte sans doute en première ligne à Berne, comme le montrent les traités de combourgeoisie des dizains valaisans de 1416-1417 imités de celui de 1403. D'après la formule usitée en 1403, un Etat comme Berne était allié des Waldstätten (gewant). C'est dans un sens général analogue que ce mot est employé dans l'armistice conclu entre Zurich, Schwyz et Glaris, le 1^{er} décembre 1440, où l'armistice fut juré par les deux parties « pour nous et nos descendants, partisans et complices et pour tous ceux qui auront donné aide ou encouragement à aucune des parties ou en sont soupçonnés ¹. »

Le Valais, comme membre de la Confédération, se bornait au Haut-Valais épiscopal. Il se divisait en sept grandes communautés appelées « dizains » et son développement intérieur consistait en ce que cette principauté ecclésiastique, par une limitation progressive des pouvoirs du souverain, l'évêque de Sion, se transforma de plus en plus en une fédération d'Etats qui, en 1628, se donna le nom de *République* et le conserva en dépit de l'évêque, du pape et des Confédérés catholiques. Ce n'est pas le traité de combourgeoisie de 1403 qui fut la base de l'union

¹ « für uns und all unser nachkommen, für alle unser helfer und helfershelfer, und für alle die, so deweder parthie halle harzn gehaft und *gewant* oder darunder, verdacht sind ».

du Valais à la Confédération, mais celui que cinq des sept dizains en révolte contre l'évêque Guillaume de Rarogne conclurent en 1416-1417, avec Lucerne,



Armoiries de l'évêché de Sion
écartelées avec celles de l'évêque A. de Riedmatten,
d'après la chronique de Stumpf (1548).

Uri et Unterwald. A cela vint s'ajouter en 1475 une alliance de l'évêque et des dizains avec Berne. Dès lors les Valaisans se considèrent comme Suisses, et prirent part aux guerres des Confédérés et à leurs traités, comme ils enlevèrent en 1475 le Bas-Valais à la Savoie alliée de Charles-le-Téméraire et le gardèrent comme pays sujet. Etant donné son étendue et le chiffre de sa population les Confédérés ne purent traiter le Valais autrement que sur un pied d'égalité. Si, cependant, il ne passa pas en rang de canton, cela tient à ce que dans son esprit particu-

lariste très accentué, il prétendait à plus d'indépendance que les cantons.

Lors de la Réforme, l'évêque et le pays conclurent en 1529 et en 1533 une alliance perpétuelle avec tous les cantons catholiques. Bien que dans la forme cette alliance de 1526-1533 ne fût que le renouvellement et l'extention de l'ancien traité de combourgeoisie avec Lucerne, Uri et Unterwald, elle constituait en réalité une alliance séparée (Sonderbund) des 7 cantons catholiques avec le Valais. Toutefois les Valaisans trouvèrent à propos de renouveler aussi de temps à autre leurs relations d'alliance avec Berne. Aussi les cantons réformés continuèrent-ils à considérer le Valais comme un membre de la Confédération, bien que, dans un particularisme d'insulaire, il ne prit qu'une part minime à la vie confédérale et que — au contraire de l'abbé et de la ville de St-Gall — dès le milieu du dix-septième siècle il ne parut à la Diète qu'à de rares intervalles, ordinairement à celle de Soleure alors qu'il y avait à traiter avec

l'ambassadeur de France. Il n'avait pas non plus de fonction organique dans le système défensif de la Confédération ;

on se contentait de son assurance de l'envoi de troupes en cas de nécessité.



Le professeur Wilhelm Oechsli.

Né en 1851, élève de Georges de Wyss et de Mommsen, appelé en 1887 à enseigner l'histoire suisse à l'Ecole polytechnique fédérale et depuis 1893 professeur à l'université de Zurich, Wilhelm Oechsli était considéré à juste titre comme l'un des maîtres de l'histoire nationale. Travailleur acharné, historien dans l'âme, le professeur Oechsli était extrêmement patriote et ses recherches, à part sa thèse de doctorat consacrée à l'histoire romaine, s'étendirent spécialement à l'histoire de son pays. *L'Histoire des origines de la confédération suisse* et *l'Histoire de la Suisse au dix-neuvième siècle*, celle-ci malheureusement inachevée, resteront des monuments impérissables, car à la clarté du jugement il joignit toujours l'amour de la vérité. Le professeur Oechsli est mort à Weggis le 26 avril 1919. Ses œuvres garderont sa mémoire de l'oubli.
